

les réseaux des

PARVIS



Photo Rachel Nirina Kohler

Dossier :

LES MIGRATIONS POUR LE MEILLEUR ET LE PIRE

LES RÉSEAUX DES PARVIS

68 rue de Babylone, 75007 Paris

Tél. : 01 45 51 57 13

Fax : 01 45 51 40 31

temps.present@orange.fr

www.reseaux-parvis.fr

Revue coéditée par

la **fédération Réseaux du Parvis**

Président : Jean-Pierre Schmitz

la **société d'édition Temps Présent**

Directeur de la publication

Claude Naud

Rédacteur en chef

Jean-Marie Kohler

Rédaction

Jean-Paul Blatz

Lucette Bottinelli

Anthony Favier

Françoise Gaudeul

Lucienne Gouguenheim

Réjane Harmand

Georges Heichelbech

Jean-Bernard Jolly

Nicole Palfroy

Secrétariat et composition

Bernard Jung

Prix de l'abonnement

Trimestriels

- petit budget : 15 €

- standard : 20 €

Trimestriels + Hors-Série

- standard : 28 €

- soutien : au-delà de 28 €

Impression et routage

IC4

24 rue Léon Rogé, B. P. 233

76204 Dieppe Cedex

Dépôt légal

à parution

Commission paritaire

0416 G 78736

I.S.S.N.

1294-8373

À l'écoute de l'Évangile, libres et unis dans la diversité des Réseaux du Parvis, nous partageons nos recherches et nos convictions, et nous sommes engagés avec les femmes et les hommes de tous horizons qui travaillent à bâtir un monde plus juste et plus fraternel.

Éditorial

Jean-Marie Kohler

3

Dossier

LES MIGRATIONS POUR LE MEILLEUR ET LE PIRE

Les enjeux géopolitiques et éthiques des migrations

- entretien avec Catherine Withol de Wenden

4

Évolution des politiques d'immigration en France

et instrumentalisation des « étrangers » - Jean-Paul Blatz

7

Idées reçues sur les migrations - Françoise Gaudeul

9

L'intégration des immigrés - Lucienne Gouguenheim

11

Migrer, un espoir - souvent un drame - Jean-Marie Guion

13

L'étranger qui réside avec vous... - Paul Ricœur

15

De toute tribu, langue, peuple et nation - Jean-Bernard Jolly

16

Appel pressant aux lecteurs

18

Vie des réseaux

19

NSAE, Humanistes Croyants 35, ECCO, SEL85, Partenia 2000,

Plein Jour, ACML, Les Amis de Parvis, CELEM

Vécu théologique des parvis

Un singulier pluriel - Didier Vanhoutte

25

Méditation

Tous migrants... - Rose-Marie Barandiaran

27

L'événement

Au Pape François - José Arregi

28

Les relations de Jorge Mario Bergoglio avec « Communion et Libération »

- Jamie L. Masson

29

Point de vue

Chantons encore ! Rêvons encore ! - Pedro Casaldàliga

31

Le « Pacte des catacombes »

32

D'ici et d'ailleurs

« On est en train de manipuler le peuple par la religion,

et la religion par le politique » - entretien avec Basma Khalfaoui

34

Campagne « Colonisation israélienne illégale, Palestine en danger »

36

Après l'affaire Cahuzac, agir enfin contre l'évasion fiscale

37

Avez-vous lu ?

38

Courrier

42

À PARAÎTRE ! :

Septembre 2013 : *Parvis* n°59 « **Humaniser le monde par-delà les religions** »

Novembre 2013 : hors série n°30 « **Évangile et société** »

L'homme est un migrateur avide d'espace et de pouvoir. D'abord chasseur-cueilleur nomade, puis cultivateur-éleveur en quête de sols fertiles, marchand et colonisateur ensuite, il n'a cessé d'élargir ses horizons pour accroître ses ressources, échanger avec ses semblables, et les dominer à l'occasion. Conquêtes tantôt portées par une géniale créativité sous l'égide des plus nobles valeurs, tantôt mues par de bas et furieux instincts. Partir à l'appel de quelque dieu ou de sombres démons, fuir l'ordinaire ou le malheur pour un ailleurs plus propice, telle est la vocation ou le destin des humains. Alliances et meurtres se sont succédé, de prodigieuses civilisations ont fleuri en même temps que surgirent de détestables empires, et le miracle de la mondialisation s'accompagne d'irréremédiables destructions. Lumières et opaques pesanteurs...

Grâce à ses armes, à ses entreprises coloniales et à ses missionnaires, l'Occident a envahi le monde, réaménageant à son profit la vie économique, sociale et culturelle des peuples assujettis. Que d'oppression et de rapine sous couvert d'action civilisatrice et de christianisation - avec les meilleures intentions parfois ! Des millions d'hommes et de femmes ont été kidnappés et exportés comme esclaves. La dévastation des sociétés traditionnelles, les travaux forcés et les prélèvements de toutes sortes, le recrutement de chair à canon pour nos guerres ont perduré jusqu'au siècle dernier. Et l'exploitation se poursuit aujourd'hui dans mille plantations et usines, tandis que des multinationales pillent les richesses minières et accaparent les meilleures terres du Sud. La corruption des dirigeants autochtones vise à assurer, outre le profit immédiat des nantis, nos besoins alimentaires et énergétiques.

Mais la mondialisation des migrations suscite peurs et résistances. L'ordre dominant se sent menacé par les travailleurs qui ont été importés pour effectuer au moindre coût les tâches les plus pénibles, par leurs enfants privés d'avenir dans nos cités-ghettos, et par la marée des migrants que la misère et la violence chassent de chez eux. L'insécurité véhiculée par la crise secrète la xénophobie. Les politiques d'aide sont dénoncées comme inutilement onéreuses et favorisant l'islamisation. N'est-ce pas au génie de nos aïeux, à notre labeur et à nos mérites que nous devons nos avantages ? N'est-ce pas à l'incurie et à la vénalité des dirigeants du Sud qu'il faut imputer les malheurs des pays démunis ? Foin de la culpabilité morbide de l'homme blanc ! Seule est acceptable l'immigration choisie qui répond à nos besoins et préserve notre identité !

Et pourtant, c'est toujours par l'accueil de l'autre que s'enfante la vie. Ne sommes-nous pas tous des migrants, des étrangers, des métis ? De nombreuses religions et philosophies profanes affirment avec la tradition judéo-chrétienne que les hommes sont tous frères au sein d'une même et unique famille humaine, et que les ressources de la planète constituent un patrimoine commun que personne ni aucun peuple ne peut accaparer à son bénéfice exclusif. Tous les hommes naissent égaux en dignité, libres sous le soleil qui luit pareillement pour chacun, et dotés du même droit inaliénable à leur part des richesses. La *Déclaration universelle des droits de l'homme* rappelle à sa façon que celui qui a dit *J'étais un étranger et vous m'avez accueilli* continue à frapper à nos portes. L'humanité n'est jamais acquise : notre « maison commune » est toujours à bâtir.

Les enjeux géopolitiques et éthiques des migrations

Entretien avec Catherine Wihtol de Wenden

Politologue et juriste, directrice de recherche CNRS au CERI, enseignante à Sciences Po Paris et à l'université La Sapienza de Rome

Vers quelle nouvelle configuration évoluent les migrations internationales dans le contexte de la mondialisation ?

Sur les 240 millions de migrants internationaux que l'on dénombre actuellement dans le monde, 130 millions ont migré du Sud vers le Nord ou entre des pays du Nord, 110 millions ont migré du Nord vers le Sud ou entre des pays du Sud, et les flux migratoires de la seconde catégorie ne cessent de s'amplifier. Principal producteur de migrants, le Sud compte de plus en plus de pays de transit et d'accueil, et il est prévisible qu'il devancera bientôt le Nord de ce point de vue.

Pour alimenter ces migrations, les disparités démographiques interfèrent avec les facteurs économiques. Dès les années 2000, les Nations-Unies ont relevé la nécessité de *migrations de remplacement* pour remédier au vieillissement de certains pays comme le Japon, la Russie et l'Europe. De 19 ans en Afrique subsaharienne, l'âge médian est de 25 ans sur la rive sud de la Méditerranée, et de 40 ans en Europe. Mais ces lignes de fracture sont elles-mêmes en train de bouger.

Les pays méditerranéens de civilisation islamique passent brutalement des familles traditionnelles à la famille de type européen avec 2,5 enfants par femme au lieu de 6 à 8. L'émigration va de ce fait diminuer à mesure que la présence des jeunes adultes s'avérera indispensable sur place pour subve-

nir aux besoins des personnes âgées et pour fournir la main-d'œuvre requise par l'économie locale.

En attendant, la migration vers les aires d'accueil traditionnelles se poursuit : de l'Afrique et des pays de l'Est vers l'Union Européenne, du Mexique et d'Amérique centrale vers les États-Unis, du Sud-Est asiatique vers le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. La Russie bénéficie d'une immigration venant en majorité du Caucase. Mais c'est dans les pays émergents que se produisent désormais les déplacements de population les plus significatifs : au Brésil, en Afrique du sud, en Inde et en Chine.

Facilitée par la proximité géographique, la dynamique migratoire relève surtout de l'inégale répartition des richesses. Le pétrole et le gaz attirent dans le Golfe, en Russie et dans divers pays africains. Aux ressources minières classiques, tels les métaux précieux et les diamants en Afrique du sud, s'ajoutent des produits nouveaux très recherchés par l'industrie comme les *terres rares*. Et les stratégies de prise de contrôle de la production agricole, voire halieutique, entraînent également des changements de la configuration migratoire.

Enfin, l'urbanisation fulgurante de la planète détermine une autre mutation. Le relèvement du niveau d'information et de qualification qui en découle



permet l'émergence d'opportunités professionnelles inédites au plan local - des centres d'appel implantés au Maghreb aux métiers les plus sophistiqués de l'informatique et du numérique en Inde -, et l'émigration vers les pays développés comporte un nombre croissant d'individus hautement spécialisés.

Comment les sociétés riches et vieillissantes du Nord réagissent-elles aux poussées des populations jeunes et pauvres du Sud ?

Le Nord a dans l'ensemble une réaction plutôt négative face aux migrations. C'est particulièrement vrai en Europe où la xénophobie est exploitée par les partis politiques d'extrême droite sur la base d'arguments fallacieux. Les migrants sont accusés de vouloir s'installer définitivement dans les pays d'accueil alors que la tendance actuelle est plutôt à la mobilité pour eux comme pour le reste de la population. Parmi les plus qualifiés, beaucoup regrettent les entraves frontalières qui restreignent les activités qu'ils aimeraient développer dans leurs pays d'origine.

LES MIGRATIONS POUR LE MEILLEUR ET LE PIRE

Autres idées fausses très communes : les migrants accaparent des emplois au détriment des nationaux et coûtent cher au plan de l'assistance sociale, notamment sanitaire. Or, il est évident qu'ils occupent surtout des emplois que les nationaux refusent et, jeunes pour la plupart, sont en bonne santé en comparaison de la population âgée des pays hôtes. Toutes les études montrent que les migrations ne constituent nullement un fardeau, mais qu'elles rapportent plus qu'elles ne coûtent. La charge la plus onéreuse dans ce domaine concerne, paradoxalement, le contrôle des frontières !

Même dans les pays les plus ouverts à l'immigration, on observe des résistances. L'Américain attaché à la mythologie du cow-boy et du Far West accepte mal la *reconquista* hispano-indienne qui gagne les États du Sud à travers la langue et les modes de vie. Le renoncement au folklore du trappeur ne va pas de soi au Canada. Colonisée par des Anglais et des Irlandais très attachés à la suprématie blanche, à la culture anglo-saxonne et à la couronne britannique, l'Australie est ébranlée par l'arrivée massive de Chinois, d'Indonésiens et de Philippins.



Au niveau économique et politique, les migrations sont soumises à des logiques contradictoires. Le libéralisme prône une libre circulation des personnes à l'instar de celle des capitaux et des marchandises pour faciliter l'importation de main-d'œuvre en cas de pénurie, et son refoulement dans le cas

contraire. Mais l'État-nation oppose à cette option sa logique régaliennne et sécuritaire de contrôle des frontières, de restriction et de dissuasion des migrations. Une attitude qui se renforce en temps de crise par le spectre d'un effondrement de l'État-providence.

Il est très révélateur que la *Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leurs familles*, adoptée par l'Assemblée générale des Nations-Unies en 1990, n'ait été signée que par 46 pays appartenant tous au Sud. Aucun État du Nord ne l'a entérinée à ce jour : aucun ne se montre disposé à partager ses acquis et ses privilèges, et n'accepte de se lier par des droits reconnus aux sans-papiers.

Existe-t-il des modèles socioculturels et politiques plus satisfaisants que d'autres pour gérer les problèmes liés aux migrations ?

N'ayant pas inclus l'immigration dans son imaginaire collectif, l'Europe la considère comme une fatalité pleine de dangers. Frileusement repliée sur elle-même, la France rechigne à en reconnaître l'impact positif dans son histoire. Le mythe du Gaulois cher au populisme permet d'ignorer qu'un Français sur quatre compte un étranger parmi ses ascendants. Exaltés par la III^{ème} République, l'autochtonie, la ruralité et l'enracinement ancestral servent à occulter l'importance des apports passés et actuels de l'immigration et à conjurer les peurs qu'elle suscite.

Bien qu'ils soient entièrement dépendants de la main-d'œuvre migratoire, ce sont les pays du Golfe qui, au nom d'un Islam ultraconservateur et pour éviter les difficultés d'insertion, s'illustrent par le refus le plus intransigeant d'une sédentarisation des immigrés. Tout autre est, dans son fond, l'attitude des États-Unis, du Canada, de l'Australie ou de la Nouvelle-Zélande, anciennes colonies de peuplement où l'immigra-

tion a été fondatrice, au grand dam des autochtones indiens et aborigènes. Des

La problématique immigration-développement

Le dialogue euro-africain, pour son lancement en 2006, avait pour thématique : *migrations et développement*. Cette problématique a fini par sortir de l'ombre dans les années 90. Dans le contexte ambigu du débat politique sur la « maîtrise des flux migratoires », exacerbé par l'extrême-droite, la question, désormais posée publiquement, s'en est trouvée retournée : « le développement peut-il freiner l'immigration ? ». D'où un risque de confusion et d'utilisation de l'espoir du développement comme alibi d'une politique musclée de reconduites à la frontière de sans-papiers. Il faut donc avoir le souci de distinguer deux problématiques complémentaires :

- L'immigration au service du développement ? Les migrations internationales suscitent et canalisent d'importants transferts financiers. Ces transferts financiers donnent-ils des signes de décollage économique ?

- Le développement, frein à l'émigration ? Peut-être sur le long terme, en fonction de la poursuite et de l'évolution de processus de développement.

L'argument du développement (et du co-développement) n'est pas recevable pour justifier des politiques restrictives. D'où la nécessité de clarifier (renforcer) les droits des migrants dans ce contexte de contrôle des flux et de fermeture des frontières, par des dispositions claires. Il faut sortir de l'image caricaturale de l'immigrant qui, désirent s'appropriier les avantages de la société du Nord, s'installe dans le pays d'accueil, prenant la place des autochtones.

Source : <http://www.ritimo.org>

monuments et des commémorations en rappellent l'épopée.

Ces pays ont besoin de l'immigration pour continuer à se peupler et pour

développer leurs potentialités. Devant désormais se soumettre aux nouveaux critères du marché, les migrants y sont les bienvenus et y bénéficient sans délai de perspectives d'intégration économique et citoyenne. Leur éventail identitaire y est valorisé moyennant un multiculturalisme qui doit concilier les impératifs du vivre ensemble et les particularités. Mais il existe d'autres modèles d'intégration, dont ceux qui privilégient les valeurs républicaines pour éviter les impasses des communautarismes.

Si le métissage qui se généralise dans les mégapoles cosmopolites bouleverse de fond en comble la question identitaire soulevée par l'immigration, celle-ci charrie des difficultés qu'il ne faut pas méconnaître. Les migrants peuvent importer des pratiques ethniques et autres en contradiction avec les valeurs des pays d'accueil. Ainsi les religions véhiculent-elles souvent des archaïsmes qui peuvent entraver la promotion des personnes, et il arrive que les migrants s'y accrochent d'autant plus qu'ils se sentent menacés dans leur nouvel environnement.

Quoi qu'il en soit, une cohabitation satisfaisante exige un équilibre viable entre les diverses composantes de la population, et c'est là un des plus grands défis pour notre époque. L'humanisme inspiré par les *Lumières* peut nous guider pour reconnaître aux cultures minoritaires une juste place, porteuse d'espoir et de nouveaux droits pour elles, sans menacer la société qui accueille et l'essentiel de son mode de vie. La solution est dans le respect réciproque, le dialogue et les compromis acceptables par tous.

La libre circulation des hommes ne constitue-t-elle pas un droit fondamental en lien avec un juste partage

des ressources communes de l'humanité ?

Au XVIII^{ème} siècle, Voltaire recommandait déjà à Frédéric II d'ouvrir les frontières de la Prusse. De son côté, Emmanuel Kant entrevoyait en tout homme un citoyen du monde. Parmi les philosophes récents qui se sont intéressés à ces questions, je citerai Hannah Arendt, Zigmunt Bauman et Etienne Balibar. La mobilité représente pour eux une condition du développement humain, un droit fondamental qui doit être démocratisé pour profiter aux deux tiers de l'humanité qui s'en trouvent actuellement privés. L'ancien secrétaire général des Nations-Unies Kofi Anan s'est efforcé de transposer ces droits dans les faits.

Les migrations représentent incontestablement une chance pour l'humanité. Elles sont bénéfiques à la fois pour les pays d'accueil, pour les pays de départ, et pour les migrants eux-mêmes. Elles constituent un facteur de croissance économique et d'enrichissement culturel pour les premiers, aident les seconds par des transferts financiers dépassant les sommes versées pour le développement, et transforment les migrants en acteurs de leur destin. Au lieu de vouloir limiter les migrations, il convient de les faciliter et de les accompagner pour en optimiser les effets. En contribuant à réduire les inégalités entre les peuples et en conférant de nouvelles compétences et de nouveaux droits aux individus, elles humanisent les processus de la globalisation.

Le christianisme a toujours prôné l'accueil des étrangers. Un peu partout dans le monde, des associations caritatives sont au service des réfugiés et des migrants pour les secourir et défendre leurs droits. Les Églises interviennent également en leur faveur dans le cadre

des organisations internationales où elles occupent un statut d'observateur. Mais leur influence morale et politique s'effrite en Occident en même temps que la pratique religieuse - les déclarations de Marine Le Pen ont aujourd'hui plus de poids que celles de l'épiscopat dans la cité... Et la tentation du repli identitaire touche le christianisme à son tour. C'est sous le signe des droits de l'homme et en termes politiques qu'il faut désormais essayer d'avancer vers un nouvel horizon de l'humanité, toutes appartenances confondues.

Propos recueillis par Jean-Marie Kohler

Qui était le *XENOS* ?

Dans notre langage d'aujourd'hui, le mot grec *xenos* (étranger) est presque toujours associé à *phobos* (peur) pour donner xénophobie, c'est-à-dire la peur de l'étranger, et le plus souvent le rejet et la haine, suscitant toujours une forte inquiétude. Dans l'Iliade et l'Odyssée, textes fondateurs datant de près de 3000 ans, *xenos* désigne l'étranger qui doit être accueilli comme hôte et honoré selon des rites définis. Chez les Grecs, l'étranger misérable était considéré comme envoyé des dieux et, au sommet du Panthéon, régnait Zeus, dont l'un des titres était « Zeus l'Hospitalier ». Selon le contexte, le *xenos* était l'étranger qui accueille ou qui est accueilli, donc l'hôte dans les deux sens du mot, il était considéré comme un frère.

Cette signification positive du terme se retrouve également dans la Bible. Paul exhorte les destinataires de l'Épître aux Hébreux (13, 1-2) à « *persévérer dans l'affection fraternelle* » et il ajoute : « *N'oubliez pas l'hospitalité, car c'est grâce à elle que quelques-uns, à leur insu, hébergèrent des anges* ».

Jean-Pierre Schmitz

Évolution des politiques d'immigration en France et instrumentalisation des « étrangers »

D'une immigration encouragée à une immigration contrôlée

À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, avec la reconstruction de la France débute une période de forte croissance économique appelée les Trente Glorieuses. En 1945 l'État crée l'*Office national d'immigration* (ONI) chargé d'intégrer les immigrants notamment par le regroupement familial. La main-d'œuvre est requise pour le bâtiment, les mines et l'industrie lourde. Les grandes entreprises recrutent directement dans les pays d'émigration. Les migrants proviennent d'une part d'Europe du sud (Italie, Espagne, Portugal, Yougoslavie), d'autre part d'Afrique du Nord. Dès le milieu des années 1950, l'État construit des foyers (SONACOTRA) pour les célibataires afin de lutter contre l'habitat insalubre et contrôler des personnes sensibles aux événements d'Algérie. À partir de 1962, l'ancienne métropole accueille les harkis dans des camps de transit. La République française s'ouvre aussi aux demandeurs d'asile politique, venant essentiellement des pays à régime communiste. Elle accorde des bourses à des étudiants originaires des anciennes colonies afin de les former comme cadres administratifs et militaires des jeunes pays francophones.

Dès 1972, les circulaires Marcellin-Fontanet lient l'attribution d'une carte de séjour à la possession d'un permis de travail et limitent les régularisations. Ces mesures plongent beaucoup de travailleurs immigrés dans l'illégalité. Des grèves de la faim ont lieu avec le soutien de militants de gauche,

syndicalistes et chrétiens. Le ministre du Travail régularise 35 000 travailleurs en situation irrégulière. À partir de 1974, on considère que la France est touchée par une crise économique. Cette année, V. Giscard d'Estaing, élu Président de la République, stoppe l'immigration à l'exception du regroupement familial et propose une prime de retour au pays. En 1980, la loi Bonnet durcit les conditions d'entrée sur le territoire français et facilite l'expulsion des immigrés clandestins. Le *Groupe d'information et de soutien aux travailleurs immigrés* (GISTI) réussit à faire annuler la circulaire Fontanet par le Conseil d'État.

L'immigration devient un sujet politique majeur

Dès son élection, le Président F. Mitterrand procède à une régularisation massive d'étrangers en situation irrégulière (130 000 personnes). En 1984, un titre unique de séjour de dix ans est créé. Entre 1986 et 1997, au gré des alternances politiques dites de cohabitation, l'immigration est au cœur des campagnes électorales. Un parti d'extrême droite, le Front National, fait de la lutte contre l'immigration un slogan majeur de son discours politique. Une partie de plus en plus importante de l'électorat se laisse séduire par des propos ouvertement xénophobes. De même que certains dirigeants de la



Dessin de Claire Robert (source : Ritimo)

droite républicaine, dont un futur Président de la République allergique « au bruit et à l'odeur »...

En 1986 le Parlement, majoritairement de droite, adopte une loi restreignant l'accès à la carte de résident et facilitant encore les expulsions. Lors de la seconde cohabitation, en 1993, le ministre de l'Intérieur fait réformer le Code de la nationalité (le droit du sol ne donne plus automatiquement la nationalité aux étrangers nés en France). On ne parle plus de travailleurs immigrés, mais d'immigrés en y incluant les enfants des migrants de la première génération. En 1996, des sans-papiers qui demandent leur régularisation sont expulsés par la police de l'église parisienne Saint-Bernard qu'ils occupaient. Devenu Premier ministre d'un gouvernement de gauche en 1997, L. Jospin régularise 80 000 sans papiers tandis que la loi Guigou (1998) rétablit intégralement le droit du sol. Sous la présidence de J. Chirac, en 2003, vote d'une loi plus répressive encore qui criminalise les sans-papiers et suscite l'indignation de quelques-uns qui créent, l'année

suivante, le Réseau éducation sans frontières (RESF) qui cherche à s'opposer à l'expulsion de parents de mineurs.

Pendant ce temps, l'immigration est traitée de plus en plus au niveau de l'Union Européenne qui, en 2003, tente d'harmoniser les politiques d'immigration des pays membres et fixe des normes pour l'accueil des demandeurs d'asile. Simultanément, c'est aux frontières de l'Europe que sont contrôlés les migrants. Les pays d'Afrique du Nord sont invités à refouler les clandestins subsahariens, notamment ceux qui essaient de pénétrer dans l'Union Européenne par les enclaves espagnoles au Maroc, Ceuta et Melilla. Ces mesures ne peuvent empêcher une immigration clandestine permanente contrôlée par des réseaux de passeurs. Non seulement d'Afrique mais aussi d'Asie. Des immigrants, y compris des femmes enceintes, sont recueillis sur l'île italienne de Lampedusa, d'autres meurent en mer avant d'avoir pu accoster en Europe.

En France le Président N. Sarkozy mène une politique encore plus restrictive de l'immigration (diminution des visas, immigration « choisie », refoulement des demandeurs d'asile politique, expulsions massives...). La CIMADE (*Comité inter mouvements auprès des évacués. Service Œcuménique d'entraide*) qui assiste les sans-papiers est indésirable dans les centres de rétention administrative. En 2007 apparaissent les *Cercles de silence*, comme autant de lieux de dénonciation de cette politique. Dans son *discours de Grenoble*, en 2010, le Président Sarkozy rend responsable de la délinquance un nouveau type d'« étrangers » comprenant les enfants d'immigrés (auxquels, dans certains cas, il faut refuser la nationalité française ou la leur retirer quand ils l'ont déjà) et les Roms, pourtant citoyens européens, dont il faut démanteler les campements en France.

Une démarche citoyenne : lutter contre l'instrumentalisation des étrangers

L'étranger est rarement bien vu dans des sociétés où il bouscule un ordre

jugé intangible car assurant la conservation sociale et la sécurité du groupe. En période de croissance économique, les besoins vitaux étant assurés, l'intégration s'accomplit lentement (sur trois générations) mais sûrement. Aujourd'hui nous sommes en « crise ». Crise économique : la mécanisation des moyens de production réduit la main-d'œuvre et augmente le chômage. Crise financière : les bénéficiaires sont placés en bourse plutôt qu'investis dans l'outil industriel. Crise sociale : la recherche délibérée du profit se fait au détriment de la place de l'homme dans l'économie. Une conséquence importante en démocratie : un fort mécontentement des électeurs.

Une solution : la remise en cause de l'ultralibéralisme. Une politique rarement envisagée par nos dirigeants politiques. En France, ces dernières années, des élus ont préféré faire appel à l'irrationnel en se servant des peurs des citoyens. De la peur de l'autre, de l'« étranger ». Peur volontairement entretenue par une partie des médias. Désormais l'étranger est (seul) responsable des malheurs des Français. Chômage : les étrangers prennent le travail des Français. Déficit de la sécurité sociale : les étrangers sont plus souvent malades que les Français et ont plus d'enfants qu'eux. Insécurité : les étrangers agressent les vieilles dames.

Cette xénophobie est d'abord le fait du Front National. Une xénophobie électoralement gagnante pour l'extrême droite. Une tentation pour la droite républicaine de la partager et de contracter des alliances avec la droite extrême. Son discours vise essentiellement un électeur populaire auquel échappe la réelle complexité du système économique capitaliste, mais qui lui est numériquement indispensable pour être majoritaire dans le pays. Aux paroles s'ajoutent des actes fortement médiatisés : débat sur la nationalité, contrôle au faciès, expulsions par charters, fermeture du centre d'hébergement de Sangatte...

Simultanément s'opère un glissement sémantique : l'immigré remplace le

travailleur (immigré), puis devient l'arabe, enfin le musulman. La fabrication d'un bouc émissaire unique procède de l'amalgame entre immigration, culture et religion. Elle s'accompagne d'une remise en cause de la laïcité tolérante et respectueuse de la diversité pour affirmer une identité française (uniquement) catholique.

Pour quel résultat ? Une implantation durable de l'extrême-droite dans plusieurs régions françaises. Une proportion élevée de Français favorables aux idées extrémistes. Un vivre ensemble plus difficile, notamment dans les quartiers populaires. Et en 2012 les droites battues aux élections présidentielle et législative. Un espoir pour les défenseurs des droits humains dans notre pays, pour tous ceux qui sont attachés à la démocratie, aux libertés, à l'égalité ?

À condition d'user de tous les droits que nous accorde la démocratie. Après le droit de vote, la liberté d'expression et le droit de manifester si nécessaire pour rappeler à des gouvernants (de gauche) que la lutte contre le chômage est la condition indispensable pour faire respecter les droits des immigrés. Que la Déclaration universelle des droits de l'homme, préambule de la constitution de la République, garantit la liberté de circulation pour tous. Que seul le développement des Suds permettra de retenir sur place aussi bien une main-d'œuvre peu qualifiée que les intellectuels.

Ce sont des actes citoyens. Que les chrétiens accompliront avec d'autant plus de conviction qu'ils sont héritiers non seulement de la tradition chrétienne d'hospitalité, mais aussi porteurs du message d'ouverture à l'autre, d'amour de l'autre, qui leur a été laissé par Jésus lui-même. Cela est possible aujourd'hui en France. Comme cela y a été possible hier. Nous, les Français d'aujourd'hui, ne sommes-nous pas *tous des immigrés*. Première, deuxième, troisième génération... comme nous aimons à le rappeler lors des manifestations ?

Jean-Paul Blatz

Comment invalider les « idées reçues » sur les migrations ?

Les préjugés sur les migrations sont nombreux, encore plus en temps de crise économique de grande ampleur. Les migrants sont alors les coupables idéaux : « ils ont tous les droits », « ils prennent notre travail », « ils sont trop différents » - « ils sont tous délinquants »... !!!

C'est tellement facile de venir en France !

À tous niveaux, la suspicion a été élevée en mode de gouvernance, c'est l'obsession de la fraude : les étrangers sont soupçonnés de vouloir profiter du système social français alors que la plupart n'en ont pas la moindre connaissance ; les étudiants sont soupçonnés de s'inscrire à l'université dans le seul but de pouvoir séjourner en France ; les conjoints de Français sont soupçonnés de simuler des fausses intentions pour faire des mariages « gris » etc., le but étant d'humilier, précariser pour mieux dissuader. Aujourd'hui, il y a toujours plus de lois pour limiter l'immigration **au lieu de construire une politique d'intégration**. Obtenir un titre de séjour est un véritable défi pour de nombreuses personnes qui sont obligées de vivre cachées, la peur au ventre... Et ceux qui obtiennent le titre de séjour ne sont pas pour autant tirés d'affaire : il faut en obtenir le renouvellement contrecarré parfois par une perte d'emploi, un divorce etc. Les politiques de lutte contre l'immigration ne peuvent ni encourager, ni empêcher les migrations... ce sont les situations politiques, économiques, sociales ou écologiques des pays d'origine qui les provoquent. *Il faut appuyer sur ce scandale que chaque année, c'est par centaines qu'on compte les décès, par noyade ou par épuisement, d'exilés pris au piège de la mer, à bord d'embarcations surchargées et souvent défectueuses. Cherchant à fuir*

des pays en crise ou en guerre, ces personnes n'ont pu le faire dans la légalité à cause de la surveillance renforcée des frontières européennes, Frontex notamment au sud et à l'est. Le droit international est souvent appliqué de manière restrictive, voire bafoué. La militarisation des frontières et le renforcement des contrôles apparaissent comme les seuls mots d'ordre de responsables politiques en mal de solutions.

tique pour les pays d'origine qui voient la « fuite des cerveaux ».

Les héritiers de l'empire colonial français choisissent la France puisque « leurs ancêtres aussi étaient des gaulois et se sont battus à plusieurs reprises pour elle » !!! En 2011 il y a eu 55 000 demandes de statuts de réfugiés faites par des Algériens, et 50 statuts ont été accordés. À la suite des « Révolutions arabes », 5000 migrants ont été

Immigrer en France, cela coûte cher (chiffres pour 2012) !

Délivrance d'un visa Schengen	60€ court séjour (moins de trois mois) 99€ long séjour (plus de trois mois ; adultes sauf étudiants)
Première délivrance d'une carte de séjour temporaire ou de longue durée	260 € (dont 19 € de droits de timbre) ; étudiants : 77 €
Taxe de séjour à verser à l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration	349 € (sauf exceptions)
Attestation d'accueil (autrefois certificat d'hébergement)	30 €
Assurance santé	de 25 € à 50 € par mois
Taxe pour défaut de visa (pour les étrangers en situation irrégulière et qui sont régularisés)	de 50 € à 198 € selon les préfectures
Renouvellement de la carte de séjour annuelle	106 € (dont 17 € de droit de timbre)

On ne peut pas se laisser envahir par la misère du monde

Une véritable idée fausse est de dire que « la France est un pays d'immigration massive »... non, les immigrés en France nés dans un État hors de l'UE27 représentaient en 2008 7,8% de sa population, ex-aequo avec l'Allemagne. Alors qu'à Chypre il y en a 13,5%, en Slovaquie 11%, en Suède 9,2%, en Autriche 9,1%, en Espagne 8,9%, aux Pays-Bas 8,5% et en Grèce 8,3% (données Eurostat). Et puis de quelle misère parle-t-on ? Il faut savoir que 15% de la population étrangère est diplômée de l'enseignement supérieur... probléma-

accueillis dans des camps du HCR de Choucha (frontière Tunisie-Libye). En 2012 le HCR a réinstallé des réfugiés en provenance de Choucha et de Saloum (frontière Libye-Égypte). Il s'agit de réfugiés qui obtiennent le statut du HCR ; celui-ci fait appel aux États pour prendre un certain nombre de réfugiés. **La France a proposé 1 place**, la Grande-Bretagne 3 (pays qui ont fait la guerre en Libye). Ce sont les États-Unis, le Canada, les pays de l'Europe du nord qui ont proposé le plus de places. Cependant certains réfugiés attendent encore. Il faut savoir que la France accorde chaque année environ 110 000 titres de séjours nouveaux (tout com-

pris), mais ce sont des gens installés depuis de nombreuses années. En bref, la proportion d'étrangers en France est constante depuis belle lurette.

Dans un monde où tout bouge (marchandises, capitaux, musique, mode, idées...), pourquoi les êtres humains ne bougeraient-ils pas ? Dans un même temps, plus de 3 millions de Français vivent à l'étranger.

Comment se fait-il que les gens du Nord qui émigrent soient des expatriés ou des volontaires et que les gens du Sud qui émigrent soient des migrants ou des clandestins ?

C'est la crise, il n'y a pas de travail pour tout le monde

Ce sont les licenciements boursiers (entreprise en bonne santé) et les délocalisations (main-d'œuvre moins chère et droit du travail plus souple) qui mettent les salariés français à la rue. Et puis les femmes et les hommes que nous croisons chaque jour sur un chantier, à l'arrière-salle d'un restaurant ou nettoyant au petit matin des bureaux ou un hôtel, occupent bien souvent des emplois dont les Français ne veulent pas et ils participent à la compétitivité de pans entiers de l'économie. 90% des autoroutes ont été et sont construites et entretenues avec de la main-d'œuvre étrangère. Sans immigrés, les prix à la consommation (produits agricoles et autres) seraient bien plus élevés, la main-d'œuvre étrangère étant bien moins payée. Toutefois ce n'est pas facile d'avoir un travail déclaré, car il faut des papiers... et pour avoir des papiers il faut montrer des bulletins de salaire !

Ils viennent pour bénéficier de notre système de santé

Il est très difficile pour les migrants - et surtout pour ceux en situation irrégulière - d'avoir accès au système de protection sociale. Plus l'accès aux soins est limité, plus les personnes tardent à se faire soigner. Leur état de santé s'aggrave et les soins coûtent d'autant plus cher ! Les politiques de limitation de l'accès aux soins sont très dangereuses. L'AME (Aide Médicale d'État) peut être accordée pour une durée d'1 an sous

certaines conditions : en France depuis plus de 3 mois sans titre de séjour, avec un revenu inférieur à 648€ par mois et en payant 30€ par an. En 2010, seulement 215 000 personnes ont eu accès à l'AME.

Ils sont tous voyous, on ne se sent plus en sécurité

Comme si les étrangers étaient en soi plus dangereux que les Français ! Pour un même délit, ils sont plus incarcérés que les Français ! Ils le sont du fait de leur précarité économique et sociale faute d'avoir des papiers. Et puis le délit de séjour irrégulier est passible d'incarcération : on peut être emprisonné sur le seul motif de ne pas avoir ses papiers en règle ! Tous les jours des hommes et des femmes (les enfants sont maintenant assignés à résidence !) sont enfermés dans des CRA (Centre de Rétention Administratif).

De même, les arrestations en masse d'immigrés dans les rues d'Athènes ou de Rabat témoignent de ce climat d'autant plus inquiétant que nombre de dirigeants, en Europe comme dans les pays voisins, affirment que les migrants représentent un « danger » (*Atlas des Migrants en Europe-Migreurop*).

Parlons argent : les bons comptes de l'immigration

Une équipe de chercheurs de l'université de Lille, sous la direction du Pr Xavier Chojnicki, a réalisé pour le compte du Ministère des Affaires Sociales une étude sur les coûts de l'immigration pour l'économie nationale. *Les pensions que nous versons aux retraités sont plus que compensées par la consommation et les cotisations sociales que paient les plus jeunes, parmi lesquels on trouve des gens très dynamiques.*

En 2010, les immigrés ont versé 325 milliards de dollars à leur pays d'origine : ils sont les principaux financeurs du développement (2 fois et demi l'aide publique au développement en 2011).

Il est intéressant de savoir aussi ce que la France paie quand elle lance une OQTF (Obligation de quitter le territoire français). Migreurop est un réseau constitué d'associations euro-

Cotisations versées par les immigrés

Impôt sur le revenu	3,4
Impôt sur le patrimoine	3,3
TVA	18,4
Impôts locaux	2,6
CRDS et CSG	6,2
Cotisations sociales	26,4
Total (en milliards d'euros)	60,3

Allocations touchées par les immigrés

Retraites	16,3
Prestations santé	11,5
Allocations familiales	6,7
Allocations chômage	5
Éducation	4,2
RMI	1,7
Aide au logement	2,5
Total (en milliards d'euros)	47,9

Bénéfice pour les pouvoirs publics :
60,3 - 47,9 = 12 milliards d'euros

péennes et africaines et de chercheurs spécialistes des politiques migratoires. Il a évalué le coût moyen d'une expulsion de France à 26 000 €. À raison de 30 000 expulsions par an, le coût atteint 780 millions !

Pour le chrétien, le migrant n'est pas simplement un individu à respecter selon des normes fixées par la loi, mais une personne dont la présence l'interpelle et dont les besoins deviennent un engagement dont il est responsable. « Qu'as-tu fait de ton frère ? » (cf. Jn 4, 9).

La réponse ne doit pas être donnée dans les limites imposées par la loi, mais dans l'optique de la solidarité.

Au moment où la France montre le triste visage du repli sur soi et de l'intolérance, ces femmes et ces hommes nous enrichissent, une fois de plus, de la force de leur humanité.

Voltaire disait : « Donnez à tous vos sujets l'envie de rester chez vous, et aux étrangers d'y venir ».

Françoise Gaudeul

Sources : La Cimade, Migreurop, Eurostat ; et Ritimo : *Le Guide de survie pour répondre aux préjugés sur les migrations*



Dessin de Claire Robert (source : Ritimo)

Comment la France « universaliste », qui refuse de se structurer en communautés, absorbe-t-elle les immigrés ? Le sujet alimente beaucoup de phantasmes et, pour être sérieuses, les réponses nécessitent de la rigueur, à commencer par celle du vocabulaire utilisé. La Martiniquaise de couleur croisée dans le métro est française ; le retraité anglais installé dans le Périgord est immigré. Le terme d'« immigré » s'applique aux personnes nées étrangères à l'étranger et résidant en France (incluant donc celles devenues françaises par naturalisation) et celui de « descendant d'immigré » aux personnes nées et vivant en France, dont un au moins des parents est immigré. Le rythme d'absorption des immigrés se mesure par exemple par le taux des naturalisations ou celui des mariages mixtes dans la seconde génération.

L'intégration se mesure à partir de données provenant du recensement ou d'enquêtes structurelles, par des outils définis au sein de l'Union Européenne qui permettent d'effectuer des comparaisons avec la population autochtone et de cibler les politiques à mettre en place. Sont actuellement retenus quatre domaines fondamentaux : l'emploi, l'éducation, l'inclusion sociale et la citoyenneté active.

Retenons rapidement de l'étude très détaillée publiée par l'INSEE l'an dernier¹ et en particulier du document « Vue d'ensemble » de Gérard Bouvier²

L'intégration des immigrés

que les conditions de vie des immigrés et descendants d'immigrés en France sont moins bonnes que celles des autres résidents. Les constats sont généralement défavorables aux immigrés mais le sont moins pour les descendants d'immigrés, relativement au reste de la population. Cependant, ils doivent toujours être nuancés : très souvent, une partie importante des écarts de situations entre immigrés, descendants d'immigrés et le reste de la population résulte en fait d'une combinaison de facteurs sociodémographiques (dont le sexe, l'âge, le niveau d'éducation, les conditions d'emploi, les catégories socio-professionnelles, le lieu de résidence etc.).

Les immigrés accèdent difficilement aux emplois les plus qualifiés

Les immigrés sont surreprésentés dans les catégories socio-professionnelles ouvrières et employés. Cependant, la mobilité sociale s'opère : s'ils sont moins souvent présents chez les cadres ou les professions intermédiaires que les ni immigrés ni descendants d'immigrés,

les descendants d'immigrés le sont plus souvent que les immigrés. L'immigration permet aussi de satisfaire des besoins en main-d'œuvre très qualifiée, parfois très spécifiques : la forte présence de médecins immigrés dans la fonction publique hospitalière en est une illustration.

Les conditions de logement des immigrés sont moins favorables, mais l'écart avec l'ensemble de la population s'atténue

Deux tiers des ménages français vivent dans des logements de bonne qualité. Cette proportion est de l'ordre de 59% pour les descendants d'immigrés et de seulement 45% pour les immigrés dont les origines sont extra-européennes.

Le niveau de vie médian des immigrés est inférieur de 30 % au niveau de vie médian en France

Cet écart n'est plus que de 12 points pour les descendants d'immigrés. De même, le taux de pauvreté, qui s'établit en 2009 à 13,5% sur l'ensemble de la population, est encore très élevé pour les personnes vivant dans un ménage

Qui sont les immigrants aujourd'hui

La moyenne 2005-2010 des premiers titres de séjour délivrés à des étrangers (d'origine nécessairement hors Union Européenne) est de l'ordre de 180 000 par an. Une partie repart rapidement. D'autres ne restent que quelques années. C'est notamment le cas des étudiants ; ils sont environ 50 000 à venir chaque année depuis 2002. Suivant les origines, en relation avec les possibilités et limites du système d'enseignement supérieur du pays d'origine, le projet personnel peut inclure une simple année de spécialisation ou des études complètes, ce jusqu'au doctorat.

Toutes nationalités confondues, les étudiants étrangers représentaient 9% des effectifs de l'enseignement supérieur en 1990, 12% en 2010 (soit 285 000 personnes). Ils sont d'autant plus présents que le cycle est élevé : 41% des étudiants en cursus « doctorat » sont étrangers, les quatre cinquièmes venant d'un pays hors de l'Union Européenne. Les origines principales sont depuis la fin des années 2000 l'Afrique (en particulier le Maroc et l'Algérie) et la Chine.

Une partie de ces étudiants s'installent en France, mais la grande majorité repartent : environ un étudiant (originaire des pays « tiers ») sur trois entrés en 2002 n'est resté qu'une année. Un tiers seulement est encore présent en 2010, le plus souvent pour motif familial.

Les 130 000 personnes restantes se répartissent suivant différents motifs administratifs. Les plus fréquents d'entre eux se regroupent sous le thème de « migration familiale ». Cela représente 85 000 migrants, contre 20 000 migrants économiques et environ 10 000 réfugiés, le reste relevant de motifs variés.

immigré (37%), mais n'est plus que de 20% pour les descendants.

Les situations familiales des enfants d'immigrés sont moins favorables à la réussite scolaire

Plus de la moitié d'entre eux appartiennent aux 25% des familles ayant le niveau de vie le plus faible. Leur mère ou leur père est plus souvent non diplômé. Un enfant d'immigré sur deux appartient à une fratrie de quatre enfants ou plus, contre un enfant de famille mixte sur quatre et un de famille non immigrée sur cinq. Par rapport à ces derniers, ils disposent deux fois moins souvent d'une chambre individuelle et étudient trois fois plus fréquemment dans un collège d'éducation prioritaire. Lorsqu'on neutralise l'effet de ces variables, en menant des comparaisons toutes choses égales par ailleurs, il apparaît que les enfants d'immigrés ont des résultats à l'épreuve de mathématiques de 6^{ème} identiques à ceux des autres élèves et moins de deux points sur cent les séparent en français. Les enfants d'immigrés ont même une

probabilité moins forte de redoubler ou d'être orientés en Sections d'Enseignement Général et Professionnel Adapté (SEGPA).

La réussite scolaire des enfants d'immigrés par rapport à celle de la population qui n'est ni immigrée ni issue de l'immigration est analysée à travers deux indicateurs : ne posséder aucun diplôme du second cycle de l'enseignement secondaire d'une part, être titulaire du baccalauréat quelle que soit la série d'autre part. Au regard de ces deux critères, les parcours des enfants d'immigrés sont très différenciés selon le pays de naissance des parents. Ces différences par origine s'estompent lorsque l'on tient compte des caractéristiques sociodémographiques et familiales, mais elles ne disparaissent pas toutes.

Les enfants d'immigrés venus de Turquie, d'Algérie, d'Espagne ou d'Italie sont surreprésentés parmi les non-diplômés du second cycle du secondaire, « toutes choses égales par ailleurs ».

S'agissant de l'obtention du baccalauréat, les fils et les filles de l'immigra-

tion turque sont en situation de sous-réussite, tandis que les fils et les filles de l'immigration du sud-est asiatique sont en situation de sur-réussite. Et les filles de l'immigration marocaine ou tunisienne, et dans une moindre mesure celles de l'immigration sahélienne, obtiennent plus souvent un baccalauréat que les filles ni immigrées ni enfants d'immigrés, si l'on raisonne à caractéristiques sociales et familiales données.

L'intégration comme regards croisés

En France, les personnes se définissent globalement d'abord par leurs centres d'intérêt, puis en lien avec la famille, en troisième lieu selon leur travail¹. Les éléments d'origines (y compris nationalité ou région) sont bien moins porteurs de l'identité, mais plus que les opinions politiques ou la religion. Les immigrés et descendants d'immigrés ne suivent que partiellement ce schéma. La famille reste un élément important de l'identité mais les origines et (ou) la nationalité dépassent en importance le travail ou les centres d'intérêts. À l'inverse, les descendants d'un immigré et d'un non-immigré se rapprochent des ni immigrés ni descendants d'immigrés. Ils ne se définissent que très peu à travers leur religion, alors que c'est le cas d'environ un cinquième des immigrés ou descendants de deux immigrés. Les immigrés déclarent se sentir chez eux en France, pour 89% d'entre eux, contre 94% de l'ensemble de la population. Il y a donc adhésion tant au pays d'accueil qu'aux origines, ce que confirment les pratiques courantes de double nationalité. Cependant, plus d'un immigré et d'un descendant d'immigré sur deux déclarent qu'« on ne les voit pas comme des Français ».

Lucienne Gouguenheim

¹Immigrés et descendants d'immigrés en France, *Insee Références*, Édition 2012, <http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/sommaire.asp?id=291&nivgeo=0>

²http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/IMMFRA12_b_VE_posfra.pdf

³Simon et Tiberj, Les registres de l'identité. Les immigrés et leurs descendants, Paris, Ined, Document de travail, n°176, 2012.

Source : <http://www.ritimo.org/article4707.html>

Individus et communauté

Dans son premier rapport annuel de 1991, le Haut Conseil à l'Intégration (HCI) affirme que la conception française de l'intégration doit obéir à une logique d'égalité et non à une logique des minorités. Le modèle français, observe-t-il, se distingue nettement de certaines tendances qui s'expriment dans d'autres pays européens : logique des communautés (comme en Grande-Bretagne) ou reconnaissance des minorités nationales (dans certains pays d'Europe Centrale et Orientale).

Le HCI ne nie certes pas qu'il existe en France, comme ailleurs, des minorités, mais il pense que les principes traditionnels d'égalité des personnes, de reconnaissance des droits individuels et de non-discrimination assurent mieux, tout à la fois, la cohésion sociale, l'unité nationale et le libre épanouissement des personnes que la reconnaissance institutionnelle des communautés.

Faut-il en conclure qu'il ne faut avoir en France d'intégration que d'individus débarrassés de toute attache communautaire ? Est-ce vraiment cela qu'exige la tradition républicaine quand elle refuse que soient prises en compte les différences entre citoyens, fondées sur la race, l'appartenance ethnique ou la religion ? La position du HCI est plus nuancée. C'est la reconnaissance institutionnelle des communautés qu'il juge incompatible avec le modèle français. Par ailleurs, il évite d'employer le terme « assimilation » qui connote l'effacement des cultures particulières. Et il définit l'intégration comme un « processus spécifique par lequel il s'agit de susciter la participation active à la société nationale d'éléments variés et différents, tout en acceptant la subsistance de spécificités culturelles, sociales et morales, et en tenant pour vrai que l'ensemble s'enrichit de cette variété, de cette complexité ».

Migrer, un espoir - souvent un drame

Chaque année, des millions d'étrangers viennent en France, pour faire du tourisme, pour visiter famille ou amis, pour étudier, travailler. Ils disposent d'un visa à durée limitée. Plaisir du dépaysement, joie de la découverte, de la rencontre, formation supérieure, implication professionnelle.

Et puis quelques milliers, au profil différent, partent avec le projet de s'établir dans notre pays ou en Europe. Rares sont alors ceux qui peuvent disposer d'un titre de séjour résultant d'un statut reconnu, tel un contrat de travail passé avant le départ. Beaucoup d'entre eux restent après l'expiration de leur visa touristique (3 mois maximum), du moins quand ils ont pu l'obtenir. D'autres arrivent « clandestinement », exploités par des passeurs. D'autres enfin n'arrivent jamais.

Faute de titre de séjour, ils sont durement repoussés par l'Union Européenne. Un bon nombre cherche à traverser la Méditerranée ou à gagner les Canaries (espagnoles) sur de frêles esquifs, dans des conditions déplorables. Certains se noient, ou sont interceptés par les forces de police européenne (Frontex), renvoyés sans ménagement. Depuis 20 ans, les associations de vigilance dénombrent plus de 20 000 migrants ayant péri en mer. Au moins 5 meurent chaque jour à nos frontières (Migreurop - 2012). Un drame silencieux qui n'émeut pas les foules. Parfois une légère émotion quand un groupe meurt asphyxié dans les camions qui transitent de Calais à Douvres ou quand un film secoue les consciences. Mais la routine reprend vite le dessus. C'est pourtant notre politique répressive qui est en cause.

On sait déjà combien les immigrés légaux restent discriminés¹. Mais la chasse aux migrants en situation irrégulière fait sentir encore beaucoup plus

nettement ses manifestations délétères. Ces derniers constituent en effet la cohorte dite des « sans-papiers ». Ils sont estimés à quelque 400 000 sur le territoire français (autour de 0,6% de la population). Leur vulnérabilité est patente à bien des égards.

Les sans-papiers vivent dans la plus grande précarité. Ils sont condamnés à survivre la peur au ventre, dans la crainte d'être arrêtés. C'est ainsi qu'ils se retrouvent souvent enfermés en centre de rétention, y compris parfois des familles avec enfants, contrairement à toutes les dispositions officielles. Ce ne sont pourtant pas des délinquants. Si d'aucuns sont relâchés, quelque 35 000 l'an dernier ont été expulsés. Quant aux « régularisations », elles ne se font qu'au compte-gouttes, environ 30 000 par an.

La vie familiale et privée est bafouée. Le regroupement familial, *a priori* un droit fondamental, est soumis à des conditions bien restrictives et la procédure peut traîner indéfiniment (cf. ci-dessous). Qu'on imagine aussi l'état d'une famille disloquée par l'expulsion d'un de ses membres, généralement le père. Et ne parlons pas des mineurs isolés étrangers (MIE) ; tels les jeunes Afghans qui galèrent dans les rues à Paris.

La famille... pas pour tous

L. V., haïtien, étudiant engagé, jeune marié, quitte brusquement son île natale il y a huit ans, pour échapper aux escadrons de la mort. Arrivé, perdu, à Paris, il est accueilli dans une église où il entre par hasard. Titre de séjour refusé. Quatre ans de bataille juridique pour finalement être régularisé à la suite d'une intervention directe faite par une autorité bienveillante au niveau du ministre. Parfaitement intégré, reconnu, apprécié par beaucoup d'interlocuteurs notables, il fait des conférences, écrit des livres-témoignages, et travaille en CDI comme agent logistique dans une paroisse parisienne, qui lui attribue un logement de fonction à même de recevoir 4 personnes : sa femme et ses 2 enfants restés en Haïti. L. V. remplit toutes les conditions requises pour un regroupement familial. Le dossier est au point mort depuis deux ans ; les inspecteurs sont venus deux fois examiner son appartement : tout est ok - sauf qu'il ne se passe toujours rien, et que cette famille déchirée depuis si longtemps n'en peut plus. Pourquoi tant d'inhumanité ?

Le droit du travail est ignoré. La plupart des sans-papiers travaillent. Comment pourraient-ils vivre autrement ? Sans compter qu'ils prélèvent systématiquement sur leurs faibles ressources de quoi renvoyer au pays beaucoup plus de fonds au total que l'aide publique au développement, et sans la moindre déperdition. Ici, ils font tourner des pans entiers de l'économie : bâtiment, restauration collective, confection, services à la personne, etc. L'effet d'aubaine pour les employeurs est facile à imaginer. Main-d'œuvre précieuse, docile, surexploitée, non déclarée. Le travailleur migrant a énormément de peine à produire un contrat de travail valide pour engager une démarche de régularisation. Le servage existerait-il encore ?

Enfin, un mot de l'asile, qui fait l'objet de la convention de Genève signée en 1951. Elle a tendance à être réduite comme peau de chagrin. La persécution dans son propre pays n'est-elle pas un drame ? Le statut de réfugié, un principe sacré ? Les conditions mises aujourd'hui à son obtention font qu'à peine 1/6^e des demandeurs finissent par obtenir gain de cause : 12 000 personnes l'an dernier sur 60 000. Les 50 000 déboutés restent sur le carreau et connaissent alors le sort des sans-papiers (cf. encadré page suivante).

La rue n'est pas un lieu d'asile

N. et R., deux sœurs kosovares. Confrontées à une situation personnelle qu'on devine assez horrible sur place, elles fuient en toute hâte leur pays il y a deux ans. Malgré maintes démarches, l'appui des associations, et plusieurs recours, le statut de réfugiées ne leur est finalement pas accordé. Les voilà à la rue à Paris. Sans argent, sans rien, passant des heures chaque jour à appeler le 115 pour essayer de trouver un gîte le soir. Démolies, physiquement, moralement, psychologiquement. Elles ne survivent que grâce à la Halte Femmes et au soutien ponctuel de quelques proches. Mais pas la moindre perspective d'avenir. Un retour au Kosovo peu envisageable compte tenu de l'insécurité qui perdure là-bas. Désespérant. Un naufrage. Elles croyaient atteindre le paradis des Droits de l'Homme. Elles sombrent aux portes de l'enfer.

Que faire face à ces dénis d'humanité ? Les beaux principes sont sans doute nécessaires, mais manifestement insuffisants. Article 13 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme : « *Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays* ». Plus que jamais donc ne pas relâcher la pression. À l'heure de la mondialisation, l'immigration, un espoir, une évidence... mais le tribut à payer est lourd.

En définitive, on ne peut guère compter que sur l'opinion pour faire bouger les lignes des politiques. Tel est le rôle majeur que peut jouer la société civile, c'est-à-dire les citoyens solidaires, organisés notamment au sein des associations (voir plus loin). Celles-ci défendent de manière très concrète les migrants ; elles contribuent en même temps largement à l'évolution de la conscience collective. Bref, il n'est pas interdit de penser que des petites minorités agissantes finiront par faire s'écrouler des murailles insupportables, et pourquoi pas plus vite que prévu, pour ouvrir la voie à un autre monde possible, celui de la fraternité. N'est-ce pas entre nos mains ?

Re-agir. La solidarité en marche

Nombreuses sont les associations, laïques ou confessionnelles, qui se mobilisent avec les migrants les plus démunis².

Dans les régions du Sud, en particulier au Sahel, au Sénégal, des mouvements locaux s'organisent ; ils épaulent les

migrants et leur famille en difficulté, voire les dissuadent de partir, promeuvent un développement endogène, interpellent les gouvernements. Au Mali, l'AME (Association des Maliens Expulsés) intervient auprès de ceux qui rentrent au pays de force, brisés par la honte. On peut évoquer aussi les multiples associations de base, les coopératives ou autres, montées par les gens du pays qui ont décidé de prendre en main leur propre destin (celles sur lesquelles s'appuie spécialement le CCFD-Terre Solidaire). Il y a encore l'action des ONG, des Caritas...

En France, l'implication des citoyens engagés auprès des migrants se traduit de diverses façons : assistance au quotidien, accompagnement dans les démarches administratives, alphabétisation, soutien scolaire, sensibilisation de l'opinion publique, questionnement des élus. Il s'agit certes de commencer par adopter une attitude de transformation personnelle, changer son regard, son comportement, « *Soyez le changement que vous voulez voir dans le monde* » (Gandhi), mais également, bien sûr, de rejoindre les associations ou actions de mobilisation collective ; par exemple :

La Cimade service œcuménique, d'origine protestante, de solidarité active avec les migrants, tous azimuts. www.cimade.org, 64 rue Clisson 75013 Paris, 01 44 18 60 50

esf pour les familles sans-papiers avec des enfants scolarisés ou les jeunes majeurs. www.educationsansfrontieres.org, 8 impasse Crozatier 75012 Paris, 01 43 43 48 09

Secours Catholique Réseau mondial Caritas contre toutes les formes d'exclusion et de précarité, avec un service « étrangers » important. www.secours-catholique.org, 106 rue du Bac 75007 Paris, 01 45 49 73 00

gisti sur le terrain juridique du droit. www.gisti.org, 3 villa Marcès 75011 Paris, 01 43 14 84 84

Réseau Chrétien-Immigrés (RCI) : permanence juridique, cours de français, dîners Le Goût de l'Autre. www.reseau-chretien-immigres.org, 76 rue de la Verrerie 75004 Paris, 06 81 33 06 99



Photo Jean-Marie Guion

Les cercles de silence : dans près de 200 villes en France, initiés il y a cinq ans par les Franciscains, pour dénoncer la situation indigne faite aux migrants enfermés en centres de rétention. <http://www.placeauxdroits.net/cercle> (à Paris, le 3^e vendredi de chaque mois, à 18h30, place du Palais Royal)

Pastorale des Migrants : pour vivre la solidarité avec ces frères en difficulté. www.migrations.catholique.fr, 269 bis rue du Faubourg Saint Antoine 75011 Paris, 01 43 72 47 21.

Jean-Marie Guion (RCI)

¹Pour ne rien dire des Roms, qui eux sont européens et ont droit en principe à la libre circulation.

²« La terre appartient à tous, il ne saurait y avoir de territoire excluant telle ou telle catégorie de personnes » (Conférence épiscopale italienne, commission pour les migrations). « Que chacun puisse trouver dans l'autre un frère à accueillir et à embrasser » (Pape François).

L'étranger qui réside avec vous...

« L'étranger qui réside avec vous sera pour vous comme un compatriote et tu l'aimeras comme toi-même car vous avez été étrangers au pays d'Égypte. » (Lévitique 19, 34)

La première phase du travail du souvenir de l'exil c'est de conduire à leur terme tous les dangers de la comparaison, les menaces issues de la comparaison jusqu'à ce que nous nous sentions autre parmi les autres.

C'est une expérience que nous pouvons faire très simplement avec le langage, puisque la première découverte qu'un écolier peut faire c'est que d'autres parlent des langues que nous appelons langues étrangères.

Il faut découvrir que la diversité des langues est un fait fondamental de la réalité humaine. Un fait d'ailleurs étonnant parce que tous les hommes parlent. C'est même à cela que l'on reconnaît en partie l'humanité, mais il n'existe pas de langue universelle.

La diversité des langues est une fragmentation primordiale primitive. Il y a là quelque chose qui doit nous étonner et nous faire avancer parce que le travail que nous pouvons faire sur notre propre langue nous fait comprendre que c'est une langue parmi toutes les autres. C'est alors que nous découvrons peut-être pour la première fois le miracle de l'hospitalité sous la forme de la traduction. À savoir que nous devinons que ce qui se dit dans notre langue peut se dire dans une autre langue et qu'autre chose est dit dans celle-ci que je ne peux peut-être pas dire dans la mienne. En parlant de la traduction, je ne donne pas qu'un exemple mais aussi un modèle d'hospitalité. Traduire, c'est habiter une autre langue.

Il nous faut avancer sur le chemin de l'étranger, découvrir toutes les zones cachées d'étrangeté en nous-mêmes. Nous découvrons dans des pulsions soudaines que nous sommes étonnés d'être habités par cela. Donc nous découvrons tous ces sentiments d'inquiétante étrangeté.

Si nous suivons cette voie, nous fantasmons sur nous-mêmes. Nous fantasmons sur le hasard de notre naissance. De temps en temps, on se dit : c'est un hasard que mes parents se soient rencontrés, c'est un hasard que je sois né. J'aurais pu être un autre.

C'est d'autant plus troublant qu'en même temps, je ne peux parler au-delà du fait que je suis qui je suis. Quand on me dit « si vous étiez né en Chine, vous ne seriez pas chrétien », c'est inexact. Car alors il s'agit d'un autre que moi-même. On parle d'un autre que moi ! J'ai la possibilité d'imaginer que j'aurais pu être un autre, c'est un fantasme dérangeant qui donne à penser.

De là, nous passons au hasard du lieu et de l'époque. Le « chez soi » a été taillé dans une étendue qui aurait pu être partagée autrement. L'acte d'habiter est un acte de partage de la terre qui est hasardeux, qui est fortuit. Il n'y a pas de nécessité d'être « ici ».

Il y a un lien fortuit entre ce que nous sommes et ce coin d'espace ou de temps. Pascal a ressenti cela avec une espèce de violence spirituelle lorsqu'il parle de l'homme « perdu dans un canton de l'univers ». Je fais remarquer que finalement c'est un thème biblique fort qui est lié avec ce qui paraît être l'inverse, à savoir l'élection.

L'élection, c'est le fait que nous n'avions pas de droits propres à être ici plutôt

que là et à être possesseurs de cette terre plutôt que d'une autre. L'élection doit être pensée non pas comme une façon d'être privilégiée mais comme une vocation de gérer une chose qui nous est confiée et dont on n'est pas ultimement possesseur. C'est donc l'idée d'un don révocable. Je me rappelle un cantique de mon enfance « la terre au Seigneur appartient ». C'est le fondement théologique de l'écologie. Ce que j'ai appelé « le national installé » est dérangé par ces fantasmes qui donnent à penser.

Cela conduit à un stade plus avancé de cette étrangeté, à savoir que nous n'avons pas un droit originaire d'être ici plutôt qu'ailleurs. Ici je voudrais citer un texte de Kant qui parle « du droit de commune possession de la surface de la terre sur laquelle, en tant que sphérique, ils ne peuvent se disperser à l'infini ; il faut dire qu'ils se supportent les uns à côté des autres, personne n'ayant originairement le droit de se trouver à un endroit de la terre plutôt qu'à un autre ».

Oui, personne n'a originairement le droit de se trouver à un endroit de la terre plutôt qu'à un autre. Je crois que le texte suivant sur l'appropriation violente nous vient de Rousseau : « Il y a un premier qui a dit : ceci est à moi, et il y a eu un second, un imbécile, pour le croire ». C'est l'appropriation première, violente de ce qui, au fond, était à tout le monde.

Paul Ricœur

Extraits d'une conférence donnée en 1994 à la paroisse Saint Germain l'Auxerrois de Chatenay-Malabry

Source : <http://www.nsae.fr/2010/06/10/etranger-soi-meme-paul-ricœur/>

De toute tribu, langue, peuple et nation

Parler de migrations suppose l'idée d'un déplacement donc d'un lieu où certains résident et où d'autres ne font qu'arriver. La distinction existe aussi pour les espèces végétales et animales. Les humains ont en propre leur organisation sociale, avec des représentations de leurs groupes qui tiennent à leur caractère d'êtres de parole et d'êtres de raison, jusque dans leur rapport à un territoire. La formule « De toute tribu... », tirée du livre de l'Apocalypse, montre que l'Antiquité avait déjà conscience de la complexité des groupes humains et de leur rapport à la terre. On ne s'étonnera pas qu'elle soit encore plus grande dans un monde tendant de fait vers une certaine unification.

Mettre les termes au clair

Pour désigner les groupes humains d'un ordre supérieur à la famille, de nombreux termes ont été utilisés au cours du temps, non sans une certaine confusion. Tous ont quelque chose à voir avec un enracinement local, et donc avec la définition de celui qui, « étranger », est installé dans le même lieu. L'apport de Shlomo Sand peut nous éclairer : cet historien israélien met à plat la conception reçue de l'histoire juive, et montre comment le « peuple juif » fut inventé¹.



certain nombre d'oppositions, dont la principale est celle qui existe entre une

minorité, élite de pouvoir, de savoir, de commerce et de religion, la seule à jouir d'une certaine mobilité, et une masse attachée à la terre, qui n'a d'autre horizon que son lieu d'habitat. Une langue savante, administrative et culturelle, est mise en place par l'appareil dirigeant. Elle soutient une forme d'exploitation des ressources de la terre, un culte officiel, un savoir organisé, tandis que l'ensemble du peuple parle ses propres dialectes, garde ses cultes locaux issus du fond des âges en les accommodant à la religion savante, et transmet de génération en génération des savoirs liés à la pratique agraire. À la limite, il n'y a pas d'étranger dans l'élite régnante, dont tous les membres passent de châteaux en cités et sont plus ou moins parents, alors que le peuple considère comme étranger l'habitant du village voisin. L'État n'a alors aucun besoin de l'adhésion du peuple, il n'a besoin que d'être nourri et entretenu par lui. Le pas de la modernité sera la naissance de la nation, où d'autres rapports sont mis en place entre dirigeants et dirigés.

État-Nation et idéologie nationale

Car, pour Shlomo Sand, la modernité, qui s'exprime d'abord par la montée de l'industrie au XVIII^e siècle, fait voler en éclats le monde rural, provoque un exode paysan qui donne aux classes populaires une mobilité qu'ignoraient les communautés agraires, et impose la prise en considération des masses pour qu'elles entrent dans le processus de la production centralisée. Ainsi met-il en rapport la nouveauté de l'État-Nation avec une certaine aspiration à l'égalité au sein des « peuples » qui cherchent, dans une idéologie de la nation, ce qui donnera sens théorique à ce qui se cherche comme expression démocratique. Il voit ainsi une relation d'origine entre les bouleversements sociaux impliqués par la révolution industrielle et l'apparition d'idéologies nationales tendant à emporter l'adhésion des

peuples. Les multiples États-nations se côtoient et s'affrontent, recouvrant des territoires précisément déterminés qui rendent manifeste une différence nouvelle entre le citoyen et l'étranger. De la riche analyse de Shlomo Sand, retenons seulement quelques traits distinctifs qu'il donne de la nation par rapport aux autres groupes humains :

- une homogénéité culturelle à travers une langue commune et une éducation globale ;
- une aspiration à l'égalité civique au sein d'un État souverain de type collectif (République) ;
- le postulat d'une continuité culturelle et d'une identité nationale à travers les siècles que les historiens ont la charge de « retrouver » (nos ancêtres les Gaulois) ;
- la conscience inculquée à chaque citoyen qu'il se doit de défendre comme sa propriété personnelle un territoire national (armée de masse et patrie) ;
- une relative clôture des activités économiques sur l'espace national.

Shlomo Sand clôt ce parcours en notant que l'idéologie nationale s'est mise à concurrencer, dans un monde laïcisé, la continuité relevant des religions. À un peuple agraire qui n'avait pas le sens des évolutions et qui se contentait du retour des saisons, s'est substitué un peuple d'individus qui se cherchent une identité et qui doivent trouver un sens aux souffrances du collectif, tendu vers un avenir meilleur. La narration de l'histoire nationale donne un cadre et un avenir aux destins individuels.

Race et ethnie

Le terme de race a été promu au XIX^e siècle pour désigner ce qui, dans le peuple, renvoyait à un donné « naturel » et non pas seulement culturel. Du fait des excès auxquels il a donné lieu au XX^e siècle, il a été banni du vocabulaire reçu, mais il a été largement remplacé par celui « d'ethnie » pour désigner ce qui reliait les membres d'un peuple par le sang, indépendamment d'un terri-

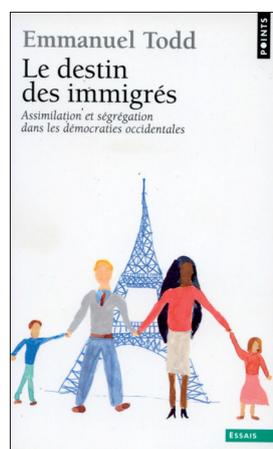
LES MIGRATIONS POUR LE MEILLEUR ET LE PIRE

toire. Aujourd'hui l'ethnicité fait un retour en force, mais en tension avec l'État-nation. Une tribu, une ethnie, une collectivité religieuse ne constitue pas une nation, même si elles peuvent avoir servi de soubassement à la reconnaissance d'une identité nationale.

Privilégier l'universalité du genre humain ?

Ou insister sur la différence ?

Shlomo Sand raisonne en historien des structures conscientes de la société. C'est à des structures et à des évolutions plus fondamentales que s'attache Emmanuel Todd². Si elles renvoient



largement à une réalité inconsciente, elles n'en tracent pas moins un cadre stimulant pour rendre compte des identités des groupes humains, et des relations qu'ils entretiennent

entre eux. Emmanuel Todd applique une grille, mise au point au cours de décennies de recherches, à la compréhension des attitudes face à l'immigré dans les sociétés contemporaines. La distinction la plus générale qu'il voit entre les sociétés tient à la manière dont elles voient « les autres ». Pour certaines ce sont d'abord des semblables (universalisme), pour d'autres ce sont essentiellement des êtres différents (différentialisme). Les critères qu'il utilise relèvent d'enquêtes anthropologiques, il y en a plusieurs : ici il s'appuie essentiellement sur les pratiques relatives à l'héritage.

Universalisme

Le premier chapitre de l'ouvrage recense des systèmes sociaux qui relèvent les uns de l'universalisme, les autres du différentialisme, avant que le corps de l'ouvrage étudie les situations particulières des immigrés dans quelques

exemples choisis, les États-Unis, l'Angleterre, l'Allemagne, la France, la prise en compte des juifs dans ces divers pays, le Maghreb et la France « de couleur ».

Le premier universalisme devenu conscient est celui de Rome, qui par l'édit de Caracalla en 212 accorde la qualité de citoyen indistinctement à tous les hommes libres de l'Empire. Il sert de matrice à l'universalisme chrétien. Seconde version de l'universalisme, celle des empires ibériques, qui, au-delà des massacres et de l'exploitation, reconnaissent dans l'Indien un être humain capable de religion et susceptible d'assimilation, en particulier par une pratique systématique du métissage.

La Révolution française incarne l'idée de l'homme universel, prototype d'un modèle qui doit recouvrir la planète entière. Puis vient la Révolution communiste, dont l'apport conceptuel est minime, même si elle a su rassembler des peuples de tous les continents.

Hors d'Occident, la Chine a un substrat universaliste auquel la révolution communiste n'a fait que donner une nouvelle expression. Le mode de vie chinois peut se répandre par contagion, tous les peuples sont censés pouvoir l'adopter. L'Islam est un autre universalisme non occidental, qui fédère et organise des sociétés d'une grande diversité, de l'Indonésie à l'Afrique noire. Cette simple énumération met en évidence la variété des universalismes, leurs oppositions, leur possibilité de transformation, et leur rapport de fait à un projet impérial.

Différentialisme

Huit types de sociétés différentialistes sont relevés par Emmanuel Todd, depuis la cité grecque qui ne s'est jamais pensée que dans sa différence par rapport aux autres. L'Allemagne et le Japon sont des sociétés qui mettent l'accent sur leur singularité, et qui lui donnent sens idéologique. Les Basques sont représentatifs de micro-sociétés qui se cramponnent à leur identité pour ne pas être noyées dans les grands ensembles universalistes.

L'Angleterre oscille entre un différentialisme implicite fort, hostile aux mélanges ethniques et au métissage, et un différentialisme explicite faible, sans

doctrine, exaltant l'unicité du caractère britannique. Le monde anglophone voit aujourd'hui se développer une forme particulière de différentialisme, le multiculturalisme, qui pose l'irréductibilité des différences entre peuples sans qu'aucun puisse s'ériger en absolu. Comme le Japon et l'Allemagne, l'Angleterre connaît un différentialisme interne, par classes sociales et stratification professionnelle, que l'on retrouve à l'extrême dans la culture de la différence dans l'Inde des castes, une caste suprême, celle des brahmanes, dominant l'ensemble social.

Le différentialisme juif traditionnel a en propre de mettre l'accent, à l'inverse, sur un « peuple élu » qui, loin de dominer et régner, sent plutôt qu'il n'est pas à la hauteur de sa mission. Non sans se trouver des compensations, comme dans le sentiment d'appartenir à une même famille (celle issue d'Abraham), et dans l'indéniable ouverture universaliste que postulent, par exemple, ses Écritures sacrées sur la création.

La distinction par les règles d'héritage

Quelles que soient leurs différences entre elles, les sociétés universalistes reconnaissent toutes l'équivalence des enfants lors de la succession, l'égalité entre frères fondant le postulat d'égalité de tous les êtres humains. De même, les sociétés différentialistes se caractérisent par le traitement asymétrique des enfants dans le processus d'héritage. Mais si les structures familiales, dans leur caractère égalitaire ou inégalitaire, sont restées opérantes au long de l'ère préindustrielle sans être sensiblement altérées par l'ère industrielle, il n'est pas dit qu'elles restent déterminantes dans l'ère postindustrielle qui est la nôtre. Pour deux raisons : les modalités d'héritage deviennent insignifiantes à mesure que l'on s'éloigne du modèle agraire ; et l'importance de l'inégalité entre frères diminue avec la taille moyenne des fratries, en baisse grâce au contrôle des naissances.

Vers où allons-nous ?

Deux hypothèses

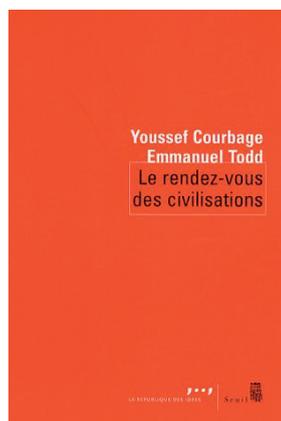
On peut imaginer que se perpétuent des valeurs différentes d'égalité ou

d'inégalité selon les sociétés au-delà des structures familiales et économiques. On comprendrait ainsi la persistance de divergences importantes entre, par exemple, la France, l'Angleterre et l'Allemagne dans le traitement des relations inter-ethniques, et l'imprégnation de la société américaine, quoiqu'elle en veuille, par le caractère racial de toute différence. Le comportement des sociétés postindustrielles face à l'homme du Tiers-Monde témoignerait ainsi de leur incapacité à dépasser un matrice issue de temps révolus. Mais on peut aussi penser que les différences de mentalités liées au passé agraire s'estompent et même disparaissent.

Le rendez-vous des civilisations³

Emmanuel Todd développe cette perspective dans un ouvrage qui se veut une réponse au schéma de Samuel Huntington sur « le choc des civilisations ». Et il choisit le terrain le plus sensible, celui de l'opposition prétendue irréductible

entre un Occident chrétien et l'Islam. La convergence entre les sociétés marquées par l'Islam et les autres sociétés postindustrielles se constate partout, écrit-il, de la baisse de la natalité par



le contrôle des naissances à l'élévation constante du niveau d'alphabétisation, en particulier des femmes. Qu'il y ait des crises de transition, les soubresauts du monde arabe le montrent. Mais la

vision qui s'en dégage à moyen terme, au-delà de crispations identitaires liées au vieillissement accéléré de certaines populations, est optimiste quant aux relations entre sociétés et à l'accueil mutuel des migrants.

Jean-Bernard Jolly

¹Shlomo Sand, Comment le peuple juif fut inventé. De la Bible au sionisme, Nouvelle édition, Flammarion, Champs Essais, 2010. Voir surtout le ch. 1, « Fabriquer des nations, souveraineté et égalité ».

²Emmanuel Todd. Le destin des immigrés. Assimilation et ségrégation dans les démocraties occidentales, Éditions du Seuil, Collection Points-Essais, 1994.

³Youssef Courbage et Emmanuel Todd, Le rendez-vous des civilisations, Éditions du Seuil, 2007. La thématique est reprise de manière plus percutante dans le petit ouvrage tiré d'une émission d'Arrêt sur images, produite par Daniel Schneiderman, « Allah n'y est pour rien ! », Loubiana, arrêt-surimages.net, 2011.

Appel pressant aux lecteurs L'avenir de la revue est entre vos mains !

Amies et amis,

Nous tenons à vous remercier de votre fidélité et de l'intérêt que vous portez à notre revue *Les Réseaux des Parvis*.

Malheureusement, nous devons aujourd'hui vous faire part de nos sérieuses préoccupations sur l'avenir de la revue. Depuis plusieurs années, le résultat financier de la coédition (Temps Présent-Parvis) est négatif et cela ne peut plus se prolonger sans mettre en danger sa pérennité.

Nos seules recettes sont les abonnements et quelques ventes au numéro.

L'augmentation continue et importante des frais d'impression et des tarifs postaux excède de plus en plus les économies que, non sans mal, nous essayons de faire par ailleurs. À cela, il faut ajouter les coûts de promotion indispensables pour freiner l'érosion du nombre d'abonnés, et si possible renverser la tendance.

À la commission de coédition et au comité de rédaction, nous réfléchissons en permanence à des actions possibles.

La priorité est d'augmenter le nombre de nos lecteurs. Nous vous proposons une formule d'abonnement de parrainage à tarif réduit dont vous pourrez faire bénéficier un ou plusieurs de vos proches.

Adressez le nom et l'adresse de la personne que vous voulez abonner en remplissant le bulletin de la page 41 et en cochant la case « Parrainage », avec un chèque de 15€ (à l'ordre de « Temps Présent Parvis »). Nous vous tiendrons au courant de la suite qui sera réservée à cet appel.

Merci d'avance d'accueillir favorablement cette démarche.

Claude Naud
président de Temps Présent

Jean-Pierre Schmitz
président de la fédération « Réseaux du Parvis »

NOUS SOMMES AUSSI L'ÉGLISE (NSAE)

À quelles expériences le mot Dieu renvoie-t-il pour un disciple de Jésus aujourd'hui ?

Nous sommes aussi l'Église (NSAE) est une association nationale, constituée d'adhérents individuels et de groupes locaux, qui cherchent à vivre et à partager une foi incarnée dans le monde. Lors de notre Assemblée générale de janvier 2013, nous avons demandé à Jacques Musset de nous y aider en lui posant la question « À quelles expériences le mot Dieu renvoie-t-il pour un disciple de Jésus aujourd'hui ? ». À la suite de son exposé, les participants ont réfléchi en petits groupes aux questions suivantes :

1 - Dieu n'est pas une évidence aujourd'hui. Comment pouvons-nous le découvrir ensemble, sans nécessairement le nommer, dans nos vies personnelles et collectives et en retrouvant dans l'évangile les intuitions de Jésus, ses conditionnements et les formulations des évangélistes ?

2 - Au delà de Vatican II - vivre les défis du monde d'aujourd'hui (Concile 50 et thème de l'AG de la Fédération).

Ces travaux ont fait apparaître trois thèmes forts.

Partager l'espérance

- Partout en Europe et dans le monde un véritable bouillonnement donne du goût à l'avenir sur ce que pourrait être l'Église du XXI^e siècle. C'est le sens du « Concile 50, un nouvel aggiornamento ». Un processus de renouveau de l'Église participatif et collectif dans un sens universel.

- Sans avoir à nommer Dieu, nous réalisons « ensemble » plus de paix et plus de justice en « humanisant », au-delà de nos propres forces et de nos moyens, des sociétés traversées de violences et de situations insoutenables, ou dégradantes.

Cela peut faire comprendre qu'il y a plus que l'homme pour réaliser « en-

semble » un toujours plus d' « humanisation », au fil des siècles.

- Nos jeunes font l'Évangile. Ils se l'approprient, en l'appliquant à leur modernité. Nous sommes donc en phase avec eux par ce lien de Fraternité sans discrimination de personne.

Approfondir notre spiritualité (aller au Désert et se retrouver ensemble)

- La fidélité à Dieu n'est pas la répétition de gestes et de paroles...

- Jésus est l'un d'entre nous avec une « intensité » particulière.

- Les cercles de silence : une prise en compte de l'humanité et de ses drames. On le fait ensemble, et le mot « Dieu » n'y est pas nécessaire.

Choisir l'option préférentielle pour les pauvres

- La crédibilité du témoin est un critère déterminant dans le phénomène d'humanisation.

- Notre réussite n'est pas la nôtre ; mais celle qu'on permet à un autre, aux

autres, de réaliser, ensemble, progressivement.

- Ce qui fait la valeur d'une vie, c'est la manière de vivre dans la fraternité. Le christianisme est un appel à vivre l'humanité dans toutes ses dimensions. La réflexion est maintenant lancée et les informations circuleront régulièrement entre nos membres via nos publications (papier et internet) et notre site (www.nsaefr.fr).

Peut-être souhaiteriez-vous nous rejoindre ? Il suffit de nous le signaler (NSAE, 68 rue de Babylone, 75007 Paris) en nous indiquant vos coordonnées (postales et électroniques) accompagnées d'un chèque de 24€ (36€ pour un couple) de cotisation annuelle. Vous recevrez par retour du courrier le numéro 22 de mars 2013 du *Bulletin de Liaison*, avec, en particulier, le contenu intégral de la conférence de Jacques Musset, ainsi que l'inscription au groupe d'échanges sur internet.

Le Conseil d'Administration de NSAE



Photo Christophe Breysacher

la vie des réseaux

HUMANISTES CROYANTS 35

Pourquoi notre position d'humanistes croyants ?

Cette identité est le résultat d'une réflexion menée sur plusieurs années par une équipe de prêtres avec **échanges divers et nombreux dans l'optique de « ré-unir » ceux qui prenaient leur distance « avec tout cela »**. Nous qui avons été au service des communautés chrétiennes et qui poursuivons notre engagement sommes blessés par l'immobilisme des dirigeants devant le délaissement de la majorité des chrétiens. Notre objectif de recherches : quelle version de la foi chrétienne pour nos compatriotes ?

Nous constatons deux mondes tournant sur eux-mêmes sans se féconder. Jusqu'à ces dernières décennies, les religions détenaient le pouvoir sur les groupes humains. L'humain était au second plan. Sur plusieurs siècles, celui-ci s'est affirmé au point de marginaliser progressivement les religions, voire de suspecter leurs dogmes et prescriptions. La foi nous fait dire qu'en Jésus Christ, Dieu s'est fait homme. Ne serait-ce pas dans l'humain que nous sommes appelés à trouver Dieu ? Nous sommes parvenus à le penser et à le tenter.

Nous avons regardé le monde actuel et nous avons été frappés par des positions, des engagements, des options qui ont le goût de l'Évangile. Nous avons été amenés à faire une lecture de foi à partir de ces réalités. Dans des

positions, des réalisations, nous avons trouvé une consonance avec l'Évangile auprès de tout type d'individu, de race, de religion, de nation.

Pourquoi notre position : humanistes croyants ?

L'Église s'est reconnue très tôt un rôle de Directrice d'humanité, imposant de suivre ses commandements de « Dieu » alors que la participation libre aurait demandé un rôle d'animatrice.

Un mouvement d'émancipation de cette tutelle s'est levé. Son message n'est pas pris en considération, ceux qui l'écoutent ne sont pas sans « juger » de ses propos. Elle n'est plus pour la majorité aujourd'hui « sacrée » dans son message et son action. Qui plus est, d'aucuns assez nombreux se permettent de douter de sa conformité au Christ. Nous vivons aujourd'hui la revanche de l'humain sur le religieux, du naturel sur le surnaturel, des laïcs sur le clergé. L'Évangile a pris le pas sur les positions de l'Église actuelle.

En conséquence, pour assurer son rôle vis-à-vis de l'Humanité, l'Église doit se recomposer à deux niveaux. En interne, former une Église « communauté démocratique » associant tous les membres humanistes croyants. En externe, compagnons et frères, des

humains s'associent pour apporter leur concours au développement d'une humanisation. Nous avons fondé cette nouvelle orientation par un long travail sur une trentaine de réunions. Servir l'humain en accueillant l'Esprit dans tout humain comme le Concile Vatican II l'a affirmé.

Le cœur du message est bien exprimé par Frédéric Lenoir, dans son livre récent *Petit traité de vie intérieure* :

« Fondamentalement, la foi chrétienne n'est pas une croyance dans les dogmes, mais un lien vital qui unit au Christ et, à travers lui, au Dieu ineffable. **Le véritable directeur de conscience est l'Esprit saint, envoyé par le Christ après son départ de ce monde** : "L'Esprit de vérité, quand il viendra, il vous introduira, lui, dans la vérité toute entière". *Le chrétien est un disciple qui tente de faire la volonté de Dieu à l'écoute de l'Esprit. Et c'est à travers la prière silencieuse, l'oraison, qu'il entre au plus profond de lui-même pour écouter la voix de sa conscience éclairée par l'Esprit de Dieu.* »

Nous avons appelé en appui : Emmanuel Mounier, Marcel Légaut, Henri de Lubac, P. Houée, J.-C. Guillebaud, Teilhard de Chardin, Joseph Doré, Frédéric Lenoir, J.-M. Ploux, Gabriel Ringlet, J.-F. Hutin O.F.

Joseph Navarre

ÉQUIPE DE CHRÉTIENS EN CLASSE OUVRIÈRE DU SECTEUR DE CAEN (ECCO)

Une loi pour tous les citoyens, pas seulement pour le patronat !

Le gouvernement veut transposer dans une loi l'accord interprofessionnel du 11 janvier 2013.

Or cet accord contient beaucoup de reculs sociaux.

En voici quelques-uns :

Il facilite les licenciements pour plus

de compétitivité, pour un plus grand bénéfice des actionnaires.

Il favorise l'accroissement de la mobilité des salariés imposée par l'employeur. Il affaiblit les droits légaux actuels des salariés, notamment le droit de contester le caractère économique du licenciement.

Il met en avant, dans les critères de licenciement, la qualification professionnelle des salariés au détriment de l'ancienneté et de la situation familiale.

Il affaiblit les pouvoirs des conseils de Prud'hommes.

la vie des réseaux

Pour s'appliquer, l'accord doit être voté par les députés et les sénateurs.

Nous attendons que la majorité actuelle n'intègre pas dans une loi les reculs sociaux.

Que la loi interdise les licenciements boursiers.

Que la loi favorise la diminution du temps de travail et pas les licenciements.

Que la loi rétablisse les droits des salariés devant le conseil des Prud'hommes.

Que la loi reste la référence et qu'aucun accord ne puisse y déroger, ce qui nécessite de renforcer les services de contrôle du travail.

Militants ouvriers chrétiens, de syndicats différents, nous refusons une nouvelle dégradation du Code du travail.

Nous demandons aux députés et sénateurs de faire une loi qui protège les salariés.

Nous appelons tous les citoyens à manifester contre les reculs sociaux de cet accord.

Caen, le 28 février 2013

Bernadette Biniakounou, Annick et Michel Carabeux, Marie-Thérèse Colin, Colette Fourdeux, Michel Gigand, Michel Leconte, Michel Lefort, Pierre Leduc, Jean-Marie Peynard, José Reis, Claude Simon

Contact : Jean-Marie Peynard, 02 31 20 26 70

SOLIDARITÉ ÉGLISE LIBERTÉ VENDÉE (SEL 85)

Où en sommes-nous ?

À la suite de la destitution de Jacques Gaillot, en 1995, des chrétiens en Vendée se sont retrouvés pour manifester leur désaccord et s'entre-aider à vivre leur foi chrétienne au delà des prises de position de la hiérarchie ecclésiastique catholique.

Pour gagner en visibilité et efficacité, une association fut alors créée : **SEL 85**, qui adhéra aux **Réseaux des Parvis** dès leur fondation en 1999.

Ces dernières années, le fonctionnement de l'association a été mis en veilleuse, entre autre faute de président-e. Le lien fut maintenu avec le Parvis et plusieurs autres associations grâce à la participation de quelques-un-e-s aux CA et AG. La cinquantaine d'adhérents

toujours fidèles a continué de recevoir les infos des « Correspondants Parvis ». En 2008, l'arrivée d'Alain Castet, nommé évêque du diocèse de Luçon, fut accueillie avec beaucoup d'interrogations ! Il réussit en peu de temps à pousser nombre de chrétiens engagés au découragement ou à la révolte ! Ces derniers, s'étant regroupés, ont incité les adhérents de SEL 85 à chercher, avec eux, comment réagir positivement à cette situation apparemment très néfaste pour l'Église de Vendée.

Aujourd'hui, grâce aux Réseaux des Parvis, une vie nouvelle se manifeste pour SEL 85.

Le président de Parvis est venu en Vendée pour une réunion qui s'annon-

çait comme celle de la « dissolution ». Quelques adhérents ont néanmoins tenu à conserver la structure, comme un « lieu d'Église ouvert à une autre parole ».

Pour l'année 2012/2013, trois journées de « réflexion-échange » ont été organisées en étroite collaboration avec l'atelier FEA « Faire Église Autrement » de l'association FHEDLES. Un-e intervenant-e motivé-e et spécialiste du thème choisi participe à chaque journée. Les deux premières, réalisées à ce jour, furent particulièrement appréciées.

Les comptes-rendus en sont diffusés sur le blog : parvisgrandouest.allmyblog.com et aux « Correspondants-Parvis ».

PARTENIA 2000

« Les Réseaux du Parvis et l'Afrique »... mobilisons-nous !

Début 2010, *Les Réseaux des Parvis* éditaient un hors-série (N°23) sur le sujet : « Soutien aux sociétés civiles émergentes en Afrique ». Quelques mois plus tard, les articles de ce hors-série étaient mis sur un blog (<http://soutien-ste-civile.over-blog.com>). Le blog a des avantages : articles, photos, vidéos peuvent être ajoutés à volonté ! Commençons par revoir ensemble le plan du hors-série. Il comporte trois grandes parties :

1. La société civile en Afrique prend de plus en plus de consistance. Avec trois exemples : la société civile en Angola, en Côte-d'Ivoire et le Réseau des Anciens Jécistes d'Afrique.

2. La société civile se trouve alors dans le collimateur des politiques. Avec des exemples : au Congo, au Gabon, au Burundi.

3. **Nous pouvons soutenir cette société civile**, avec deux exemples : la Cam-

pagne Publiez Ce Que Vous Payez et la FIACAT (Fédération Internationale de l'Action contre la Torture et la peine de mort).

Les personnes qui y ont écrit les différents articles sont, pour la plupart, toujours « sur le pont ». Et nous connaissons d'autres personnes, dans d'autres pays, dans d'autres organisations ou associations qui pourraient se joindre à nous pour nous aider à enrichir ces trois

la vie des réseaux

chapters que nous pouvons garder. Les chantiers sont nombreux, les ouvriers sont peu nombreux, mais on peut fédérer nos points de vue, nos coups de cœur, nos indignations, nos actions...

Il est facile d'ajouter dans le 3^{ème} chapitre d'autres chantiers qui demandent des bras :

- Soutien à ceux qui travaillent à l'égalité entre les femmes et les hommes
- Soutien à ceux qui luttent contre l'acapement des terres
- Soutien à ceux qui luttent contre l'excision
- Soutien à ceux qui luttent contre le massacre des albinos et plus largement contre les crimes rituels
- Soutien à ceux qui luttent contre l'homophobie
- Etc.

Ces pistes sont citées car, dans ces domaines, des actions sont déjà en cours, des amis sont déjà mobilisés. Mais la liste n'est pas exhaustive. Des associations de la Fédération auront sans doute des ajouts à proposer.

Dans le hors-série, j'avais proposé en annexe : « Société civile et Synode africain ». Le 2^{ème} Synode Africain s'est tenu du 4 au 25 octobre 2009. Deux cents évêques d'Afrique étaient réunis autour du thème : « L'Église en Afrique au service de la réconciliation, de la justice et de la paix : "Vous êtes le sel de la terre... Vous êtes la lumière du monde" (Mt 5, 13-14) ». Le document final *Africae Munitus* (l'engagement de l'Afrique pour le Christ est un trésor précieux...) est en lui-même un soutien à tous nos engage-

ments : il pourrait y être fait référence à tout instant.

Sans nous disperser, nous pouvons enrichir les trois grandes parties par des informations, des campagnes de sensibilisation de l'opinion, et même des actions concrètes. Ces apports trouveront leur place sur le blog qu'il nous restera à faire connaître dans la mesure où nous pensons que nos réflexions, nos préoccupations, nos actions peuvent contribuer à l'élaboration d'un autre regard sur l'Afrique.

La conclusion du hors-série 23, par Henrik Lindell, reste toujours valable : « Osons des affirmations positives, comme on ne le fait pas assez... »

Gérard Warenghem

PLEIN JOUR

Le prêtre a-t-il peur des femmes ?

Poser une telle question, c'est déjà situer le célibat sacerdotal dans le domaine très freudien de l'inconscient, à tout le moins du subconscient. Les réponses par oui ou par non de chaque prêtre ou ex-prêtre interrogé ne peuvent être qu'exclusivement subjectives. Elles nous imposent donc de ne céder à aucune généralisation... comme risquerait de le faire la question elle-même !

Voilà pourquoi je singularise ma réponse en la modifiant ainsi : moi, ancien prêtre (pendant 10 ans), marié (durant 15 ans), veuf à 49 ans, avec deux enfants, resté célibataire depuis 1980, ai-je eu peur de la femme ?

Il importe de se mettre d'accord sur le vocabulaire : s'agit-il de la peur de la femme en tant que « genre féminin » ou de la femme en tant qu'être sexué ? Manifestement introverti durant toute mon adolescence (interne en collège catholique) et ma jeunesse de jeune séminariste, le « genre féminin » n'a jamais constitué pour moi un éveil majeur. En toute sincérité, je dois dire que mes fantasmes me portaient presque toujours vers le mâle plutôt que vers la femme... À ce point que j'ai fait le

pas du sous-diaconat sans hésitation. Infantilisme ? Certes ! Mais par peur.

Pour autant cette imagination exacerbée à partir du sexe de l'homme n'engendrait aucun désir de me laisser aller à l'homosexualité, active ou passive. Paradoxalement, j'avais plus peur de l'homme que de la femme. Je me souviens bien qu'à cette époque je trouvais regrettable, mais parfaitement explicable, le départ de tel ou tel de mes confrères, d'un Jean A, d'un Yves T, d'un Philippe D. J'étais entièrement soumis à l'avance à l'encyclique de Paul VI *Le célibat sacerdotal* (1967).

En ces années 50, la masturbation était encore un tabou absolu, surtout en milieu clérical. Les cours de diaconales, en 4^e année de théologie, étaient censés former les futurs prêtres à leur rôle de confesseur. Nous n'étions plus des enfants. La plupart avaient accompli leur service militaire. Il ne s'agit donc pas ici de parler de bourrage de crâne comme on peut le faire hélas aux gamins de catéchisme. Mais il est certain que, beaucoup plus subtilement, il s'agissait d'un lavage de cerveau : là, nous était instillée la peur de la femme, l'éternelle

tentatrice, l'Ève perpétuelle qui entraîne l'homme dans le péché. D'où l'exaltation du célibat avec pour point d'appui la 1^{ère} Épître aux Corinthiens.

Dans mon temps d'aumônerie de lycées, Jean Ferrat avait rendu populaire le poème d'Aragon : *La femme est l'avenir de l'homme*. J'ai eu la chance, dans ces années-là, de rencontrer celle avec qui mon avenir allait basculer dans le sens totalement opposé à ce que j'appelais « ma vocation ». Je dis chance, pour éviter la fameuse grâce efficace, suffisante, etc. du système augustinien.

Oui, cette femme m'a sorti de l'ornière introspective. Elle a eu la patience, la persévérance pour comprendre mes hésitations justifiées autant que mes faux problèmes. Il est vrai qu'elle avait une brève expérience de la vie religieuse. Après l'École d'infirmières puis d'Assistants sociaux, sous direction des Sœurs de la Sagesse à Nantes, et après trois ans de métier, à 25 ans, elle entre chez les sœurs du Prado à Lyon-Limonest.

Sa première année terminée, la Maîtresse des Novices lui fait part de l'opinion et de la décision du Conseil : « Vous ne pouvez pas vous destiner à la vie religieuse ».

la vie des réseaux

Question ébahie : « *Mais pourquoi ma Mère ?* »

Réponse ultra-brève : « *Vous posez trop de questions* ».

Peu de temps après cette épreuve, notre rencontre de pur hasard s'est lentement,

très lentement, affermie en amitié. Notre confiance réciproque rejoignait notre foi jusqu'à dilater le don de soi, jusqu'à épanouir notre raison d'être chrétien. L'Amour a « pris corps ». C'est le cas de le dire ! Et sa grande lucidité

féminine a pris le dessus de mes malformations de « prêtre sur piédestal ».

À 34 ans, je devenais enfin un homme. Comment pourrais-je avoir peur des femmes ?

Bernard Cosson

ASSOCIATION CULTURELLE MARCEL LÉGAUT (ACML)

Les projets de l'ACML en 2013

L'Assemblée générale de Pâques 2013 a été un temps fort, avec une très forte représentation des membres. Les projets 2013 se réalisent :

- le site www.marcel-legaut.org permet de mettre à disposition les écrits de Marcel Légaut ;

- les rencontres de la Magnanerie¹ nous attendent avec, notamment, une semaine de lecture en compagnie de Marcel Légaut (18-25 septembre) ;

- s'ajoutent, aux travaux publiés, ceux de Guy Lecomte d'une part sur ce qu'est Gerbeaux, autre lieu de la Drôme habité par Légaut, ou un fascicule de 79 pages sur l'un des derniers récits de vie de Marcel Légaut (au Peyourcel, Drôme), peu de temps avant son décès, en septembre 1990.

Des projets sur un temps un peu plus long balisent l'avenir proche :

- disposer d'un groupe de personnes-ressources, à même d'exposer la réflexion de Marcel Légaut ;

- réunir, aux Archives Nationales, un

fonds Marcel Légaut, fonds ouvert aux membres des groupes Légaut ;

- songer à une édition de ses œuvres complètes ;

- continuer à étudier l'activité des membres essentiels : l'abbé Gaudefroy, Marie-Thérèse Perrin, les Zadounevski, le père d'Ouince..., ceci selon les documents sauvegardés ;

- et défricher inlassablement, avec Xavier Huot, ici les interviews, là les « topos » des Granges.

Au cœur de ces activités, une seule, essentielle : permettre à celui ou celle qui le souhaite d'entrer en contact avec une réflexion d'un disciple de Jésus, nourri par sa vie. Écoutons-le sur la prière (*Patience et Passion d'un croyant*, Desclée de Brouwer, 1990) :

« (...) Il faut créer sa prière à longueur de vie. C'est en étant présent à soi-même qu'on est en présence de Dieu et que nous est proposée et comme amorcée en nous la possibilité de créer la seule prière qui ne soit pas entachée de quelque vue

superstitieuse sur Dieu, ordinairement, c'est à l'occasion des forts événements de la vie et de la mission. En étant présent à Dieu nous sont arrachées les paroles qu'il nous faut dire pour que nous soyons exaucés au niveau de notre être. Et c'est de même en nous exprimant ainsi que nous écoutons la parole de Dieu et qu'elle est féconde en nous. Il n'est pas de révélation qui vaille si celui qui lit l'Écriture n'est pas élevé par cette lecture au-dessus de son état ordinaire. Celui qui fut l'auteur de ces textes en a été, certes, le premier bénéficiaire. Autrement, sans nul doute non inspiré, il n'aurait fait qu'œuvre de scribe qui écrit sur le sable ce que demain effacera »...

Dominique Lerch

¹Renseignement à une seule adresse : secrétariat de l'ACML, Françoise Servigne, 407 avenue de la Libération, 77350 Le Méesur-Seine, 01 60 68 91 49, 06 62 57 65 11, f.servigne@free.fr

Le collectif des Amis de Parvis

Pour répondre à de nombreuses demandes, la Fédération Réseaux du Parvis a créé en 2010 une possibilité pour des personnes isolées géographiquement ou n'appartenant pas, plus ou pas encore à l'une des associations de Parvis, mais partageant « l'esprit de Parvis » et adhérant aux buts de la Fédération, de rejoindre quand même la Fédération, statutairement réservée aux adhésions de groupes

ou d'associations. Il s'agit d'une structure souple et rattachée directement à la Fédération : « le collectif des Amis de Parvis ». Ce regroupement d'adhérents individuels compte environ une quarantaine de membres début 2013, répartis sur tout le territoire français. Ils se retrouvent au moins une fois par an lors de l'Assemblée Générale annuelle de Parvis, en particulier pour la désignation de leur représentant au CA de Parvis. Ils reçoivent tout au long de l'année diverses informa-

tions émanant de la Fédération et peuvent s'abonner à la revue Parvis.

Si vous souhaitez nous rejoindre, vous pouvez adresser, avec vos coordonnées complètes, votre cotisation de 15€ (ou 10€ si vous êtes abonné aux *Réseaux des Parvis*), par chèque à l'ordre de « Temps Présent Parvis », à : Bernadette Tronchon / Parvis, 24 avenue des Marquis, 13124 Peypin (courriel : bernadette.tronchon@yahoo.fr) ou à Cécile Entremont, 591 impasse Étang de la Croix, 71310 La Chapelle Saint Sauveur.

la vie des réseaux

CHRÉTIENS ET LIBRES EN MORBIHAN (CELEM)

Causerie de Cheikh Khaled Bentounès à Lorient : la pyramide ou le cercle ?

Cheikh Khaled Bentounès, ce nom ne vous dit rien ? Pour moi aussi, l'homme était un parfait inconnu jusqu'à l'annonce de cette rencontre. Pas étonnant : j'ai découvert un homme modeste, discret, racontant avec simplicité et équanimité des choses essentielles. En premier lorsqu'il dit « *plus que jamais, les hommes d'aujourd'hui sont appelés à vivre ensemble* ».

À partir de cette évidence, faut-il considérer cette nécessité comme une bénédiction, ou comme une terrifiante malédiction ?

Loin des dissertations savantes sur le sujet, Cheikh Khaled Bentounès nous propose une recette, non, une voie d'accès possible en lien avec la **spiritualité soufie** : pour échapper à notre ego surdimensionné, centre du monde autour duquel gravitent les autres humains et le reste de la planète, concevoir une autre représentation, **le cercle**. Il s'agit de voir l'ensemble des hommes comme formant un cercle, dont chaque être humain est un point, dont « moi » je suis un point. Cette représentation induit trois conséquences :

- si un seul être manque, et si moi aussi je manque, le cercle est incomplet ;

- contrairement à la vision pyramidale de la société humaine où les riches, les puissants, les intelligents tiennent le sommet pour dominer le reste des humains, ici, tous les hommes sont équitables et nul ne peut prétendre imposer à quiconque son opinion, sa vision du monde ou son mode de vie ;

- le centre du monde, vers lequel sont tournés tous les éléments du cercle, c'est l'humanité entière, dont chacun n'est qu'un élément, modeste mais indispensable. Et de ce centre monte un axe vertical, l'axe de la spiritualité, du dépassement ; l'axe qui, pour le croyant, monte vers Dieu.

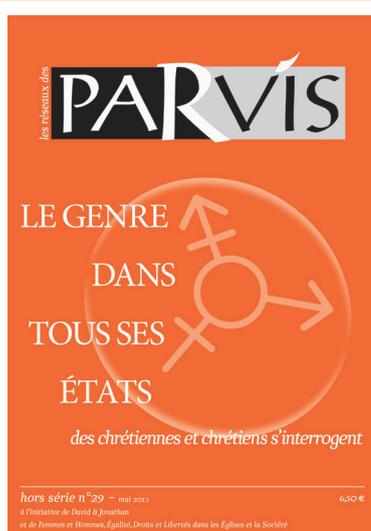
Il ressort de cette conception que ni un individu, ni une religion ne peut prétendre détenir la connaissance totale de celui que nous appelons Dieu. Nous pouvons seulement monter vers le divin en nous rapprochant du centre, en fraternité avec les autres membres du cercle et en bonne géométrie, en nous rapprochant les uns des autres. En France même, on aurait expérimenté

l'enseignement de cette approche avec des enfants et des étudiants, les résultats auraient dépassé les espérances de ces audacieux éducateurs.

Un grand merci à Cheikh Khaled Bentounès pour nous avoir présenté un visage de l'Islam à des années lumières de ce dont les media nous abreuvent quotidiennement ! Mais il y a beaucoup plus : à Lorient, il y avait dans l'assistance quelques jeunes, et beaucoup de moins jeunes. À côté de moi, une jeune femme est sortie enthousiasmée à l'écoute de cette parole simple, bienveillante, accessible, constructive et touchant à l'essentiel : le Cercle, pourquoi ne pas en faire bénéficier ses enfants et son entourage ?

Cette jeune mère de famille ignorait à ce moment-là que l'homme tellement « ordinaire » qui parlait ainsi était le cheikh d'une importante confrérie soufie, écrivain reconnu, persécuté dans son pays, fondateur des Scouts musulmans de France, et qu'il avait participé aux rencontres d'Assise en 1986.

Thérèse Joubioux



La notion de genre est devenue la bête noire de nombreux catholiques, à commencer par l'ancien Pape Benoît XVI, qui l'ont caricaturée, présentée comme une théorie univoque voire désignée à l'opprobre : « *Les Chrétiens doivent dire non à la théorie du genre* » (19 janvier 2013). Nombreux sont les fidèles qui suivent ce mot d'ordre sans rien connaître des études sur le genre appelées abusivement et caricaturalement « *la théorie du genre* ». Ils pétitionnent contre les programmes scolaires, multiplient les conférences catastrophistes d'experts auto-proclamés, manifestent dans la rue. Ils ont peur d'un bouleversement des identités et des hiérarchies.

Mais qu'est-ce que le genre comme courant d'étude au juste et est-il incompatible avec la foi chrétienne ? Les Réseaux du Parvis ont chargé deux associations membres, David et Jonathan et FHEDLES, de mener l'enquête sur la question. Il en ressort un document original, inédit et riche sur le genre et ses controverses dans le champ chrétien. D'autres chrétiens considèrent en effet que ni les familles, ni la société, ni l'humanité ne sont menacées. L'association féministe FHEDLES et le mouvement homosexuel David et Jonathan – deux collectifs luttant pour l'égalité – ont décidé de se saisir de l'outil conceptuel du genre pour interroger les identités et les rapports sociaux dans les Églises, pour sortir de l'évidence d'une « nature éternelle » qui fige les arrangements humains et tait les oppressions. Théologie, sociologie, exégèse, différents savoirs religieux mais aussi profanes sont convoqués pour chercher comment articuler l'apport des études de genre et le patrimoine chrétien.

Gonzague Jobbé-Duval, président de FHEDLES

Commandez ce numéro ! pour 8,85€ (frais de port inclus) à l'ordre de « Temps Présent Parvis » à : Temps Présent Parvis, 68 rue de Babylone, 75007 Paris

Un singulier pluriel...

« La multitude qui ne se réduit pas à l'unité est confusion ; l'unité qui ne dépend pas de la multitude est tyrannie. Il n'y a presque plus que la France où il soit permis de dire que le Concile est au-dessus du pape. »¹

Croire aujourd'hui (n° 55, septembre 2012) fut un remarquable dossier. Devant l'impossibilité de le considérer comme clos, essayons modestement de broder sur sa trame. Croyons par nécessité autrement qu'auparavant, cherchons une vérité pour jamais changeante, changeons la vie ! *Je suis le chemin, la vérité et la vie* [Jn, 14, 6]. Partons à la découverte, prenons la route...

Voyager, mêler l'espace et le temps. Les sondes *Voyager 1* et *2*, ayant arpenté le système solaire, sont arrivées à ses extrémités. Elles ont apporté maintes confirmations de nos rêves « astronomiques ». Le 9^{ème} Festival international de poésie² n'avait-il pas pour devise « *La poésie est le chant du cosmos* » ? Et parcourir les *deux infinis* de Pascal n'est-il pas le signe majeur d'une soif unique de savoir ? Du désir absolu de rencontrer le **sens** dans les recoins les plus inimaginables de la Nature ? Le physicien Richard Feynman, nobélisé en 1965, avait la conviction, à son propos, que *chacune des parcelles de son tissu révèle l'organisation de la tapisserie tout entière*.

Cependant, tant que l'on reste dans l'ordre spéculatif - fictif ? -, on ne fait courir aucun risque réel aux **systèmes** qui s'arrogent la propriété du vrai. Ils abattent en revanche sans merci ceux qui ébranlent leurs dogmes. L'affaire Trofim Lyssenko, qui rejeta comme invalides parce que *bourgeoises* les recherches sur l'hérédité (aujourd'hui universellement reconnues) de Georges Mendel et de ses successeurs, et envoya

au Goulag, où ils mourront, ses contradicteurs, est l'une des plus révoltantes illustrations de ce que fut le stalinisme.

Et l'Église romaine ? Sa rigidité doctrinaire, support majeur d'un pouvoir absolu, l'a menée à imposer une compréhension univoque du monde. Toute contestation, pensait-elle, risquait de provoquer l'effondrement du *système*, ergo de la foi qui y était enfermée. La terre était-elle ronde ? La question faisait bien froncer quelques sourcils, mais, depuis longtemps, les positions d'Aristote sur le sujet étaient contes-



Photo Didier Vanhoutte

tées, par les Arabes d'abord. Il n'empêche, beaucoup devaient se demander si la Santa Maria de Christophe Colomb n'allait pas basculer dans le vide en arrivant au bord du monde dans sa course vers le couchant. Mais de bord il n'y eut pas. Les hommes de Magellan bouclant le premier périple circumterrestre allaient donner sens à la rotondité du monde. Copernic et Galilée bouleversèrent, eux, la commodité du schéma imposé (Rome mise par Dieu au centre du monde, lui-même au centre de l'univers, et les sphères du ciel

tournant autour de la Terre). Giordano Bruno, dépassant l'héliocentrisme de Galilée, devait avoir moins de chance que lui et mourir sur le bûcher en 1600.

Cette hantise du savoir authentifié dans tous les domaines de la connaissance continue à décrédibiliser l'Église romaine, et invalide, par là même, une certaine approche pseudo-scientifique du divin. Il en est de cette construction mentale, qu'il faut aborder de façon rationnelle, comme de toutes les autres. Aucune affirmation scientifique ne saurait être *a priori* définitive. Aurélien Barrau dit dans un récent essai³ : *Aucun énoncé scientifique [...] ne peut prétendre à une justesse absolue*. La théologie peut-elle englober tous les savoirs, comme Thomas d'Aquin l'a affirmé, ou n'est-elle que l'un d'entre eux ? Une telle question est vexatoire pour l'institution romaine, qui considère que ce qu'elle affirme ne peut être étudié en « relation » objective avec le reste des connaissances, sous peine de commettre le péché de *relativisme*.

Le mal est profond et atteint la **substance** même de l'Église romaine. Il est inévitable que tout système évolue, ce qu'elle nie, et, comme le propose René Thom dans sa *Théorie des catastrophes*, qu'il connaisse parfois de brusques « sauts », des ruptures, induits par une invisible modification interne de ses parties. Il serait donc impossible d'homogénéiser, de *vitrifier* un ensemble quelconque en rendant absolument identiques, indiscernables et définitifs les éléments - ou les personnes - qui le constituent. Le modèle est dans la nature.

La structure de la matière s'est posée dès l'antiquité. Lisons Démocrite (V^{ème} siècle av. J-C) : *Si tout corps est divisible à l'infini, de deux choses l'une : ou il ne restera rien ou il restera quelque chose. [...] La réponse la plus logique, c'est*

vécu théologique des parvis

l'existence d'éléments réels, indivisibles et insécables appelés donc atomes (« a » privatif). Si ce courant « matérialiste » fut rejeté par Platon, il frappe encore par la justesse de son intuition. On brise aujourd'hui le monde qui nous entoure en une multitude de particules, parvenant à la grande famille des hadrons, dont le boson de Higgs fait partie. Magnifique aventure que la preuve de son existence en juillet 2012, au voisinage de grains de lumière (photons) et de grains de pesanteur (gravitons) !

Le boson de Higgs ? Mais, s'il conditionne la « masse » de la matière dans la parturition fulgurante d'un univers aux limites indécelables, il y en a/eut des milliards de milliards... Alors, rêvons un peu. Sommes-nous si sûrs que tous ces hadrons soient les clones absolus les uns des autres ? La géométrisation mentale que nous faisons de la nature, au fond assez proche d'une théorisation officielle et abstraite (théologie autorisée ?) ne nous éloigne-t-elle pas du réel ? Visitons un monde de plus grande proportion, et donc radicalement différent, celui des cristaux. Pourquoi les diamants sont-ils donc tous différents les uns des autres ? Pourquoi le Koh-i-noor est-il sans pareil ? Tous ont des couleurs, des imperfections qui en singularisent la beauté. Le physicien Frederik Charles Frank disait des cristaux que *ce sont leurs défauts qui les rendent intéressants*. Et l'astrophysicien Roland Lehoucq⁴ renchérit en affirmant que les défauts des cristaux en assurent la solidité. La différence comme ciment.

Promenons-nous dans les bois... Tiens, forêt de Brocéliande. Observez ce chêne : je le reconnais comme tel grâce à ses feuilles. Oui, mais elles sont toutes différentes les unes des autres, et celle-ci que je tiens n'a de semblable sur aucun autre chêne, ni ici, ni ailleurs, ni maintenant, ni hier ou demain... Inséparables différences et similitudes. Variabilité du vivant par rapport à lui-même. Incoercible **foisonnement** émanant d'un appareil génétique copié à l'infini du végétal à l'animal, mourant et se régénérant sans fin. Non seulement les feuilles tombées du chêne

pourrissent à son pied, mais le nourrissent et assurent sa survie. Comme en chacun d'entre nous d'ailleurs, puisque *chaque jour, probablement, plus de cent milliards de nos cellules s'auto-détruisent*⁵. Cent milliards, nombre approximatif de cellules, pérennes, de notre cerveau, à rapprocher du nombre d'étoiles de notre galaxie (Voie Lactée).

Les choses seraient-elles autres dans l'espèce humaine considérée dans son ensemble ? Peut-on, dans l'Église romaine, comme imaginé plus haut, « vitrifier » les parcours, transformer le chemin sur lequel Jésus veut nous mettre en marche, après nous avoir lavé les pieds, en rails que tout le monde doit suivre ? Les derniers messages de Benoît XVI⁶ prouvent que, démissionnaire, il le croit encore : *Sans le sujet vivant qu'est l'Église, l'Écriture n'est qu'un livre ouvert à différentes interprétations*. Il ne faut donc comprendre l'écriture que comme l'autorité le permet. Il enfonce le clou : « *Dei Verbum* » doit être encore étudié plus profondément, parce qu'aujourd'hui encore, l'exégèse a tendance à lire l'Écriture en dehors de l'Église, en dehors de la foi. Peut-on être plus clair sur la volonté d'établir une **pensée unique**, monarchique, étrangère à l'exubérante espérance dont la foule chrétienne (le **Peuple**) pourrait être la source ? Se rappeler que *monarchie* vient de *monos* (seul), et que ce gouvernement ne correspond plus au souhait d'une humanité dans les vagissements de son propre enfantement. Le système n'est-il pas totalement périmé, si l'on se souvient que ce qui « est » est appelé à mourir afin d'être régénéré ? Leonardo Boff a tenu en mars les propos les plus sévères à l'égard de ce théologien fixiste ayant tenu le gouvernail de la barque de Pierre pendant plus longtemps qu'on ne croit. D'ailleurs Pierre n'était-il pas tremblant de peur sur la barque secouée par la tempête tandis que Jésus marchait tranquillement sur les vagues ? *N'ayez pas peur*. À qui s'adresse la phrase de Jean-Paul II ?

Notre époque connaît un ébranlement systémique. La connaissance et les sociétés tremblent sur leurs bases à l'unisson. On sait le tragique état de surfu-

sion de l'économie globale, mais les courants dominants de la pensée sont eux aussi remis en question. Jacques Derrida, opposé à l'emprise structuraliste fondée sur le modèle omnipotent figé du langage, ouvre une béance avec la **déconstruction** (libération du questionnement philosophique en vogue) et la « *différance* » (sic) (« *différer, c'est ne pas être identique* »), tandis que Gilles Deleuze prône la fin de toute emprise autoritaire **pyramidale** grâce à une société organisée en **plateaux**, ou plus précisément en **rhizomes** : *Nous appelons « plateau » toute multiplicité connectable avec d'autres par tiges souterraines superficielles, de manière à former et étendre un rhizome*⁷. On retrouve là l'organisation en **réseaux**, que nous connaissons bien... Noter qu'en anglais, la *base*, en parlant du *peuple*, se dit *grassroots* (racines d'herbe).

En de multiples lieux, particulièrement en Amérique Latine, là où les *Communautés de base* ont été florissantes, puis détruites par les autorités romaines, on voit ressurgir l'espérance déterminée que le message d'effusion de Jésus ne peut être éteint. On voit à nouveau germer dans la *Pachamama* (la *Terre-Mère* des Amérindiens) ce bon grain qui promet à **tous** la fécondité dans l'**unité** du partage.

Comment pouvez-vous être vivantes, vous pousses printanières ?

*Comment peux-tu donner la santé, toi sang des herbes, des racines, des vergers, du froment ?*⁸

(Trad. DV)

Didier Vanhoutte
(Les Amis du 68 rue de Babylone)

¹Pensées (809), Blaise Pascal, 1623-1662.

²Granada (Nicaragua), 2013.

³Big bang et au-delà, balade en cosmologie, Dunod.

⁴Le Monde, 9 février 2013.

⁵Jean-Claude Ameisen, La sculpture du vivant, Points (Sciences).

⁶Discours au clergé de Rome pour le début du carême, 14 février 2013.

⁷Mille plateaux, Gilles Deleuze et Félix Guattari, Les éditions de minuit.

⁸The Compost, de Leaves of Grass [Feuilles d'herbe], Walt Whitman (1819-1892).

MÉDITATION

Tous migrants...

Seigneur, fais de nous des « Abraham » qui rassemblent leurs proches et se mettent en chemin vers un inconnu meilleur...

Seigneur, nous ne voulons pas être des animaux dominants marquant cruellement leur territoire, occupant par la force celui des plus faibles. Nous ne voulons pas que l'instinct de propriété nous rende jaloux de la liberté de ceux que la précarité a jetés sur les routes...

Seigneur, je suis attaché à mes biens comme le jeune homme riche de ton Évangile mais dans ta tendresse infinie, tu sais que demeure en moi la nostalgie de la nuit étoilée comme ciel de lit et l'ivresse des grands espaces...

Le migrant frappe à ma porte ? Pourquoi n'aurai-je pas l'hospitalité de la tente toujours ouverte ? N'ai-je pas été moi-même « un émigré au pays d'Égypte » ? Qu'advierait-il de moi si, chassé de mon pays, je me sentais rejeté ou exploité ailleurs ?

Seigneur, n'avons-nous pas le devoir de nous informer correctement ?

Ces étrangers viennent-ils pour manger notre pain, recevoir nos aides sociales ou pour partager notre humaine condition ? Pillons-nous leurs pays ou organisons-nous un commerce équitable ? Leurs coutumes nous dérangent mais certaines des nôtres ne sont-elles pas choquantes ?

Seigneur, redonne-nous, dans ta clairvoyance, la leçon de Babel quand tu confondis les langues de ces hommes qui construisaient une unité globalisante, un système à exclure...

Dans l'acceptation de la différence, nous mettrions en chantier la compréhension, le partage, la convivialité. Ce serait poursuivre ton œuvre créatrice...

Pour cela nous aspirons à une Pentecôte : l'Esprit reçu au fond des cœurs, Esprit de Paix et d'Intelligence, donnant Force et Amour pour un monde plus juste où chacun entendrait le langage de l'autre en l'acceptant comme frère.

ROSE-MARIE BARANDIARAN

Au Pape François

Cher frère François, je me suis réjoui comme un enfant quand j'ai su que Vous, un jésuite accompli, vous avez choisi ce nom : François. Alliance parfaite ! me suis-je dit. Si de profondes réformes doivent se produire dans l'Église et dans la papauté - et cela saute aux yeux qu'elles doivent se produire -, nous avons ici l'homme et le nom.

François d'Assise, humble et libre, docile et subversif, toujours le mineur. Ignace de Loyola, l'esprit empli de lumière et les yeux de larmes, maître et directeur d'âmes et d'œuvres, toujours pèlerin. Tous deux aimèrent Jésus avec une immense tendresse et voulurent vivre comme lui : sans rien et avec tous. Séparés dans le temps par trois siècles - François, au seuil de la Renaissance, Ignace, au seuil de la modernité -, tous deux souhaitèrent ardemment le retour de l'Église à Jésus, ils voulurent que cet imposant appareil de pouvoir et de richesse érigé autour de Rome se dépouillât, se désarmât, s'humanisât, s'évangélisât et pût offrir à nouveau le réconfort et la libération de Jésus. Mais cela ne fut pas ainsi. François vit qu'on lui organisa un grand Ordre, quant à Ignace, on se servit de lui pour mener la contre-réforme. Leur souhait ne fut donc pas accompli, mais il est toujours aussi vif et sa réalisation s'avère plus urgente que jamais.

Vous-même, vous connaissez bien l'histoire du Poverello qui inspira tant Inigo de Loyola lors de sa convalescence des blessures de son corps et de son esprit. François aussi était blessé et en quête de vérité. Aussi aimait-il se retirer dans la pénombre de la petite chapelle Saint-Damien, à moitié en ruine, à l'extérieur de la ville fortifiée d'Assise avec ses églises et ses marchands. Une après-midi, il lui sembla que les lèvres de Jésus crucifié lui parlaient doucement et lui disaient : « *François, répare mon Église qui menace ruine* ». Et il s'en

alla, content, mendier des pierres et soigner des lépreux.

Je me transporte par la pensée au soir du mercredi 13 mars, au moment où les deux tiers des cardinaux réunis dans la somptueuse chapelle Sixtine venaient d'élire le pape. Je n'arrive pas à imaginer Jésus de Nazareth, le prophète compatissant et guérisseur, itinérant et libre, au milieu de ce Conclave solennel, entouré de soutanes noires et de ceintures pourpres, dehors 5000 journalistes en attente, la foule dans la place Saint-Pierre, la cheminée et les fumées, les agences de communication mondiales, frénétiques, remplissant d'images et de paroles creuses le vide spirituel dont nous souffrons. Il me vient alors à l'esprit l'image d'une autre scène sur le parvis du temple de Jérusalem : le fouet prophétique, les tables renversées, les colombes et les moutons en liberté, libérés du sacrifice, libres pour vivre et voler.

Mais je reviens à la chapelle Sixtine et je vous imagine, humble et décidé, étranger au faste et au show, écoutant des lèvres de Jésus la même parole douce et exigeante qui disait au jeune rêveur d'Assise : « *François, répare mon Église qui menace ruine. Mais ne t'acharne pas à récupérer les ruines. Laisse-les s'écrouler et construis quelque chose de nouveau, ce que j'ai rêvé : un temple sans pierres, un temple de vie dépourvu de tours de pouvoir et de murs sacrés, un temple de cœurs libres et bienveillants* ».

Cher frère François, vos premiers gestes nous ont émus. Vous nous avez demandé notre bénédiction et nous vous bénissons de tout cœur. Mais permettez-moi de vous dire que ni

les gestes personnels ni les réformes curiales seront suffisants. Le problème réside dans la figure et le système de la papauté. Laissez que les ruines d'une Église du passé s'effondrent entièrement. Laissez que l'énorme coupole du pouvoir absolu, construit contre l'évangile, tombe. Plus vous laisserez passer le temps et plus l'Église et ceux qui attendent d'elle la bonne nouvelle et la présence de Jésus auront du mal à se relever. Déclarez solennellement qu'il n'y a d'autre hérésie que l'absence de paix et de piété, et posez d'autres fondements pour construire une autre Église plurielle et tolérante, une autre



(source commons.wikimedia.org)

Église démocratique, issue du bas, de l'Esprit qui souffle là où il veut et en tous. Et ce, afin que tout ne dépende pas toujours d'un pape dont nous ne savons jamais de qui il dépend lui-même et que, d'ici quelques années, nous ne revenions pas à un autre Conclave faisant que, dans le fond, tout continue à être comme du temps de saint François et de saint Ignace.

José Arregi

Traduit de l'espagnol par Edurne Alegria

<http://blogs.periodistadigital.com/jose-arregi.php/2013/03/18/al-papa-francisco>

Les relations de Jorge Mario Bergoglio avec « Communion et Libération »

Un article du National Catholic Reporter, journal catholique progressiste des États-Unis, attire notre attention sur les liens du pape François avec le groupe conservateur « Communion et Libération ». L'auteure, Jamie L. Masson, a soutenu son Master en Sciences Religieuses à Yale Divinity School où elle a étudié la théologie catholique et la morale sexuelle.

Mon opinion sur le nouveau pape est probablement similaire à celles qui peuvent être lues dans les grands médias depuis cette élection historique. J'ai été touchée par la limpidité de l'amour de François envers les pauvres et par les images du lavement de pieds d'enfants malades et de patients sidéens. Je suis toutefois troublée par ce qui semble avoir été sa passivité devant les dictateurs argentins durant « les années de plomb » et par ses propos blessants envers les familles LGBT. Je suis aussi inquiète de son impopularité parmi ses confrères jésuites, en raison de ses opinions défavorables sur les communautés de base et la théologie de la libération.

Toutefois, ce qui a excité bien davantage mon intérêt à son sujet, c'est son lien fort avec le mouvement appelé « Communion et Libération » (CL).

Comme l'a rapporté John Allen dans un article du NCR publié dans les jours qui ont précédé l'accession de Jorge Mario Bergoglio au nom de François, le cardinal argentin s'est rapproché de CL au fil des ans, prenant par exemple la parole lors des rassemblements annuels du mouvement à Rimini, en Italie. Allen a noté en particulier que Bergoglio a fait la promotion du livre du Frère Luigi Giussani, le fondateur de CL, lors de diverses foires aux livres en Argentine (il est connu que le cardinal Angelo Scola, considéré comme en tête des papables avant le conclave, est aussi un collaborateur de longue date de CL).

Giussani a créé CL en 1969, en réponse à une période de changements socio-culturels fulgurants en Italie. Le mouvement s'est développé particulièrement parmi les lycéens et les étudiants, son moyen d'évangélisation consistant en des sessions catéchétiques hebdomadaires. Ces rassemblements intitulés Écoles de Communauté sont considérés comme le cœur du mouvement.

Sa popularité s'est développée à travers le monde dans les quinze dernières années. Bien qu'il se targue d'une présence dans 80 pays, ce mouvement n'est pas aussi visible que d'autres groupes comme l'Opus Dei ou les Légionnaires du Christ, ce qui est paradoxal dans la mesure où CL est bien moins discrète et ses membres bien plus ouverts et flexibles.

Mais CL n'est pas exempte d'intrigues, comme en témoignent les commentaires de certains journalistes italiens. Dans un livre paru en 2011, *Le Lobby de Dieu*, Ferruccio Pinotti indique que CL est bien plus puissante que l'Opus Dei, a des rouages bien plus rodés que la franc-maçonnerie, et se trouve bien mieux implantée que Confindustria, la Confédération générale de l'industrie italienne. On rapporte que le rédacteur en chef de *La Repubblica*, Eugenio Scalfari, a dit que « même la Mafia ne détient pas un tel pouvoir : hopitaux, santé, universités... »

Les membres de CL sont connus sous les noms de *ciellini*, et les relations de

Bergoglio avec ces derniers ont été une autre cause de consternation parmi ses confrères jésuites, puisque, comme l'a noté John Allen, « il fut un temps où les *ciellini* étaient perçus comme l'opposition principale au confrère de Bergoglio, le cardinal jésuite de Milan, Carlo Maria Martini ». Lequel Martini avant sa mort l'année dernière avait affirmé, dans un entretien largement médiatisé, que l'Église Catholique avait « 200 ans de retard ».

L'essentiel de ce que j'ai appris sur CL provient, outre le site internet de l'organisation, du chapitre *Comunione e Liberazione : A Fundamentalist Idea of Power*, écrit par Dario Zadra, théologien et chercheur en sciences politiques. Cet article apparaît dans la monographie intitulée *Accounting for Fundamentalisms : The Dynamic Character of Movements* (University of Chicago Press, 2004) qui est l'un des nombreux volumes issus du programme d'études et de recherches universitaires *The Fundamentalism Project*, consacré aux mouvements religieux conservateurs à l'échelle mondiale et coédité par Martin Marty, professeur émérite à l'université de Chicago, et R. Scott Appleby, directeur du centre Cushwa Notre Dame pour l'étude du catholicisme américain.

Dans son article consacré à CL, Zadra indique que la visée du mouvement repose sur deux idées maîtresses : « *Le Christ est l'événement de salut dans l'histoire humaine, et l'autorité religieuse est*

l'événement

un élément fondamental de la condition humaine ». Il développe ainsi : « les membres de CL placent la religion au centre d'une nouvelle vision et leurs efforts prosélytes portent sur le lien entre la société contemporaine et la religion. »

Comme le protestantisme évangélique, CL considère que l'événement central salvateur de toute vie réside dans la grâce d'une rencontre avec le Christ. Mais à la différence des protestants, CL considère l'Église catholique romaine comme l'instrument de ce salut. Zadra explique que « dans CL le caractère de l'événement de salut qui fait autorité est directement transféré à l'autorité ecclésiale. L'événement central dans la vie est une rencontre salvatrice par et dans la communion avec le corps de l'Église. »

L'« autorité » ecclésiale, explique Zadra, connaît sa plénitude dans la fonction pontificale. L'accent que place CL « sur la fidélité absolue et la communion avec le successeur de Pierre » (une citation directe de Benoît XVI lui-même) a rendu le mouvement particulièrement populaire parmi les membres de la hiérarchie.

L'obéissance à l'autorité de l'Église semble être aussi cruciale pour le pape François que pour ses prédécesseurs, tout comme pour CL. Dans un portrait du cardinal Bergoglio de 2005, J.-M. Poirier, rédacteur du magazine argentin *Cristerio*, écrivait qu'« il a exercé son autorité de provincial d'une poigne de fer, tout en exigeant une obéissance stricte, non sans douceur, et en étouffant toute voix discordante. Nombre de jésuites se sont fait l'écho du fait qu'il se considérait comme l'interprète exclusif de Saint Ignace de Loyola, et jusqu'à ce jour parlent de lui avec méfiance. »

Après avoir interrogé dans une bonne partie de son enquête les cadres de CL et ses jeunes membres, Zadra a constaté que l'organisation était quelque peu différente des mouvements traditionnalistes habituels.

Ses croyances et ses pratiques font apparaître sous un nouveau jour la position

réactionnaire du mouvement religieux face à la société et la culture contemporaines. CL revendique l'Église comme incarnation d'une vérité d'autorité qui lie l'ensemble de la société. En proclamant la présence du Christ, l'Église proclame aussi sa divine autorité - une sorte d'inhérence, non pas du texte biblique (comme dans le protestantisme fondamentaliste) mais de l'Église.

Cette croyance dans l'inhérence de l'Église commande la vision qu'a CL de la conscience humaine. « La conscience individuelle est façonnée par l'Église qui en est la source ». Zadra poursuit : « et l'Église doit être considérée comme le paradigme vivant et légitime de la société. »

Bien que les membres de CL soient à l'aise avec la modernité technologique et politique, ils rejettent l'accent moderne mis sur « une liberté de conscience, qui exclut l'attitude religieuse par principe ». Zadra explique que tous ceux qui fondent leurs idées politiques et culturelles sur des valeurs humaines plutôt que sur la présence vivante de Jésus-Christ sont considérés comme « ennemis de CL ».

Zadra conclut que la rhétorique politique et la vision du mouvement semblent s'inscrire dans une veine politique classique dans le monde catholique qui consiste à ramener l'Église catholique romaine à son rôle traditionnel de puissance politique.

En étudiant CL, mon propos n'est pas de diaboliser le mouvement ni le nouveau pape, mais plutôt de présenter un tableau plus complet de François par l'examen en profondeur d'une organisation avec laquelle il a entretenu une relation durable. Ceux qui espèrent que l'humilité du pape François soit le signe annonciateur d'une autorité romaine plus décentralisée ou d'un assouplissement de l'orthodoxie dogmatique devraient se pencher sur la façon dont CL conçoit la papauté.

Ceux qui pensent que les critiques de François à l'égard de ses collègues in-

diquent qu'il va se rapprocher de ceux qui critiquent certaines positions de l'Église doivent se rappeler que, pour CL, la conscience individuelle a sa source dans l'Église.

Ceux qui pensent que le zèle de François envers les pauvres et les marginaux va le conduire à s'engager dans le monde en abandonnant l'agenda de la nouvelle évangélisation devraient se renseigner sur la vision de CL, selon laquelle la vérité autoritaire de l'Église doit s'exercer sur tous les pans de la société.

Sur ce dernier point, le pape François dévoile son jeu dans sa brève déclaration d'ouverture le soir de son élection. Juste avant de demander à la foule de prier pour lui, le nouveau pape a dit : « mon espoir est que ce chemin d'Église que nous entamons ensemble, avec l'aide du cardinal vicaire de Rome, soit fécond pour l'évangélisation de cette belle cité ».

Savoir si le pape François aura davantage de chance que son prédécesseur dans l'évangélisation de l'Europe reste problématique, en particulier au regard des antécédents de l'Église sur sa terre natale. Malgré les encouragements du cardinal Bergoglio à ses ouailles à se joindre aux actions politiques contre le mariage de même sexe, l'Argentine a été le premier pays latino-américain à consacrer l'égalité en matière matrimoniale en 2010. Et comme le soulignait *the Associated Press*, alors que l'Argentine compte 33 millions de catholiques, soit plus des deux tiers de sa population, moins de 10% assistent à la messe régulièrement.

L'idéologie et l'organisation de CL peuvent être puissantes en Italie, mais seul le temps dira si elles peuvent exercer une influence globale et quel rôle le pape François serait susceptible de jouer dans son maniement.

Jamie L. Masson

New Catholic Reporter, 15 mars 2013

Traduction de Vincent Eyraud et Lucette Bottinelli

Chantons encore ! Rêvons encore !

Le Cardinal Carlo Martini¹, jésuite, bibliste, qui a été archevêque de Milan et mon collègue de Parkinson, fut un ecclésiastique de dialogue, d'accueil et partisan d'une profonde rénovation de l'Église comme de la Société. Dans son livre de confidences et de confessions intitulé *Colloques nocturnes à Jérusalem*, il déclare : « Avant, je faisais des rêves sur l'Église. Je rêvais d'une Église qui suivait son chemin dans la pauvreté et l'humilité, qui ne dépendait plus des pouvoirs de ce monde, de laquelle on avait extrait les racines de la méfiance, qui faisait davantage de place aux personnes qui pensent de façon plus ouverte, qui encourageait plus spécialement ceux qui se sentent petits et pécheurs. Je rêvais d'une Église jeune. Mais aujourd'hui, je n'ai déjà plus ces rêves ». Cette affirmation catégorique de Martini n'est pas et ne peut pas être une déclaration d'échec, de déception ecclésiale, de renoncement à l'utopie. Martini continue de rêver, mais il ne rêve plus que du Royaume de Dieu qui est l'utopie des utopies, car c'est le rêve de Dieu lui-même.

Avec lui et avec des millions d'autres personnes dans l'Église, nous rêvons d'une « autre Église possible » au service d'un « autre Monde possible ». Le Cardinal Martini est un bon témoin et un excellent guide sur ce chemin alternatif, comme il l'a déjà toujours démontré.

Aussi bien dans l'Église (cette Église de Jésus qui comprend des Églises diverses) que dans la Société avec ses différents peuples, ses cultures variées et ses différents processus historiques, aujourd'hui plus que jamais, nous devons rechercher à tout prix la justice et la paix, la dignité humaine, l'égalité dans l'altérité, et enfin nous devons progresser vers une écologie profonde. Comme le disait Bobbio, ce philosophe italien défenseur des droits humains : « Il faut installer la liberté au cœur même de l'égalité. » Tout ceci dans une vision

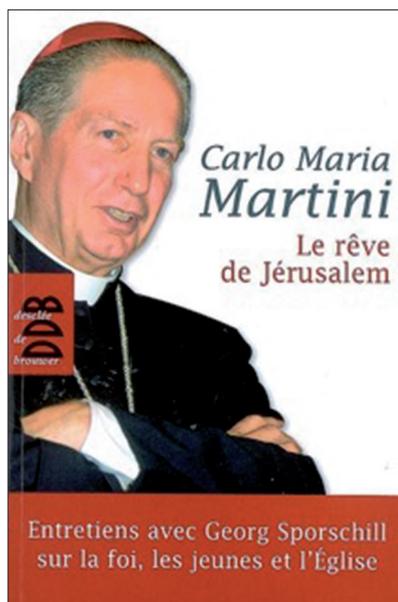
et une action strictement mondiales. Il s'agit là de l'autre globalisation, celle que revendiquent nos penseurs, nos militants, nos martyrs et aussi tous nos affamés.

La grande crise économique actuelle est une crise globale de l'Humanité qui ne peut être résolue par aucune forme de capitalisme car un capitalisme humain n'existe pas. Le capitalisme en lui-même reste toujours homicide, anti-écologiste et suicidaire. On ne peut servir en même temps le dieu des banques et le Dieu de la Vie, ni conjurer ensemble la toute-puissance et

II, on s'est souvenu, avec nostalgie, du « Pacte des Catacombes » de l'Église servante et pauvre. Le 16 novembre 1965, quelques jours avant la clôture du concile, 40 Pères du Concile ont célébré l'Eucharistie dans la catacombe romaine de Domitilla et ont signé le « Pacte des Catacombes ». Dom Helder Camara, dont nous célébrons cette année le centenaire de la naissance, était l'un des animateurs principaux de ce groupe prophétique. Ce Pacte, dans ses 13 points principaux, insiste sur la pauvreté évangélique de l'Église qui devrait être sans titres honorifiques, sans privilèges et sans ostentations mondaines. Il insiste aussi sur la collégialité et sur la coresponsabilité de l'Église comme Peuple de Dieu, sur l'ouverture au monde et sur l'accueil fraternel.

Aujourd'hui, nous-mêmes, dans la conjoncture explosive actuelle, nous proclamons la permanence de tous ces rêves, sociaux, politiques et ecclésiaux auxquels, de toutes façons, nous ne pouvons pas renoncer. Nous continuons à refuser le capitalisme néolibéral, le nouvel impérialisme de l'argent et des armes, ainsi que cette économie de marché et de consumérisme qui plonge dans la pauvreté et dans la famine une très grande partie de l'Humanité. Nous continuons à refuser toute discrimination pour des motifs de genre, de culture et de race. Nous exigeons la transformation substantielle des organisations mondiales que sont l'ONU, le FMI, la Banque Mondiale, l'OMC. Nous nous engageons à vivre nous-mêmes une « écologie profonde et intégrale », tout en favorisant une politique agricole alternative pour remplacer la politique destructrice des *latifundios*, des monocultures et des agro-toxiques. Nous participerons aux transformations sociales, politiques et économiques pour parvenir à une démocratie de « haute intensité ».

Avec l'Église, nous voulons vivre, à la lumière de l'Évangile, la forte passion de Jésus pour le Royaume. Nous



l'usure avec la convivialité fraternelle. La question centrale est la suivante : s'agit-il de sauver le Système ou s'agit-il de sauver l'Humanité ?... C'est dans les grandes crises que se trouvent les grandes opportunités. En chinois, le mot « crise » signifie à la fois : crise comme danger et crise comme opportunité.

Dans la campagne présidentielle des États-Unis, on a souvent remis en valeur « le rêve de Luther King », en essayant d'actualiser ce rêve. De même, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la convocation de Vatican

point de vue

voulons être l'Église de l'option pour les pauvres et devenir communauté œcuménique mais aussi macro-œcuménique. Le Dieu dans lequel nous croyons, celui que Jésus appelait Père, ne peut être en aucune façon celui des fondamentalismes, de l'exclusion, des inclusions absorbantes et de l'orgueil prosélyte. Il nous suffit de savoir que notre Dieu est le seul Dieu véritable. « *Mon Dieu me permet-il de rencontrer Dieu ?* » Avec tout le respect que j'ai pour l'opinion de Benoît XVI, le dialogue interreligieux n'est pas seulement possible, il est nécessaire. Nous ferons de la coresponsabilité ecclésiale l'expression légitime d'une foi adulte. Nous exigerons, en corrigeant ainsi des siècles de discrimination, la pleine égalité de la femme dans la vie et dans les ministères de l'Église. Nous stimulerons la liberté et reconnaitrons les services de nos théologiens et de nos théologiennes.

L'Église deviendra un réseau de communautés priantes, servantes et prophétiques qui témoigneront de la Bonne Nouvelle : une Bonne Nouvelle de vie, de liberté et de communion heureuse. Une Bonne Nouvelle de miséricorde, d'accueil, de pardon, de tendresse, comme celle de Jésus à la Samaritaine, que nous apporterons jusqu'aux frontières de tous les chemins de l'Humani-

té. Nous continuerons à rendre vivante dans la pratique ecclésiale la recommandation de Jésus : « *Il n'en sera pas ainsi entre vous* » (Mt 21, 26). L'autorité sera un service. Le Vatican cessera d'être un État et le Pape ne sera plus un Chef d'État. La Curie devra être profondément réformée et les Églises locales cultiveront l'inculturation de l'Évangile et le partage des ministères. L'Église s'engagera, sans crainte et sans détournement, dans les grandes causes de la justice et de la paix, des droits de l'homme et de l'égalité reconnue de tous les peuples. Elle sera prophétique dans ses annonces, ses dénonciations et sa façon de consoler. Comme le disait Pie XI, la politique vécue par tous les chrétiens et toutes les chrétiennes sera « *l'expression la plus élevée de l'amour fraternel* ».

Nous ne voulons absolument pas renoncer à tous ces rêves même s'ils peuvent paraître chimériques. « *Chantons encore ! Rêvons encore !* ». Nous restons fidèles à la parole de Jésus : « *C'est le feu que je suis venu apporter sur la Terre et que puis-je vouloir sinon qu'il brûle* » (Luc 12-49). Avec humilité et courage, à la suite de Jésus, nous essayerons de vivre tous ces rêves chaque jour de notre vie. Il y aura encore des crises et l'Humanité, avec ses religions et ses églises, restera tout à la fois sainte

et pécheresse. Mais on aura toujours les campagnes universelles de solidarité, les Forums Sociaux, les organisations paysannes, les Mouvements populaires, les conquêtes des Sans Terre, les pactes écologiques, les chemins alternatifs de Notre Amérique, les Communautés Ecclésiales de Base, les processus de réconciliation entre Shalom et Salam, les victoires des indigènes et des afro-américains. Dans toutes ces situations, une fois de plus et pour toujours, « *moi, je resterai fidèle à ce qui s'appelle : l'Espérance* ».

Que chaque personne qui lira cette circulaire fraternelle, en communion de foi religieuse ou de passion humaine, reçoive un « *abrazo* » de la taille de tous ces rêves. Les vieux ont encore des visions, dit la Bible (Jl 3, 1). Voici quelques jours, j'ai lu cette définition : « *La vieillesse est une sorte de post guerre* » ; ce n'est pas nécessairement une défaillance. Parkinson est seulement une incommodité sur le chemin et nous suivons toujours notre route vers le Royaume de Dieu qui est en nous.

Pedro Casaldàliga, Lettre circulaire 2009
traduction par Francis Gely

Texte original sur le site <http://alainet.org>

¹Le cardinal Martini est décédé le 31 août 2012.

Le « Pacte des catacombes »

Le 7 décembre 1965, la veille de la clôture officielle du Concile Vatican II, un certain nombre d'évêques anonymes diffusent, parmi leurs confrères, ce qu'ils appellent le « Schéma XIV » : allusion aux 13 « schémas » préparatoires des grands textes, lignes directrices que la Curie avait distribuées aux « Pères conciliaires » avant les Assemblées délibératives (Paul VI s'était adressé à l'Assemblée de l'ONU le 4 octobre).

Nous, évêques réunis au Concile Vatican

- ayant été éclairés sur les déficiences de notre vie de pauvreté selon l'Évangile ;
- encouragés les uns par les autres, dans une démarche où chacun de nous voudrait éviter la singularité et la présomption ;
- unis à tous nos frères dans l'Épiscopat ;
- comptant surtout sur la force et la grâce de Notre Sei-

gneur Jésus-Christ, sur la prière des fidèles et des prêtres de nos diocèses respectifs ;

- nous plaçant par la pensée et la prière, devant la Trinité, devant l'Église du Christ, devant les prêtres et les fidèles de nos diocèses, dans l'humilité et la conscience de notre faiblesse mais aussi avec toute la détermination et la force dont Dieu veut bien nous donner la grâce, nous nous engageons à ce qui suit :



Détail dans la catacombe de Domitilla, où a eu lieu la rencontre (source commons.wikimedia.org)

1) Nous essayerons de vivre selon le mode ordinaire de notre population en ce qui concerne l'habitation, la nourriture, les moyens de locomotion et tout ce qui s'ensuit.

2) Nous renonçons pour toujours à l'apparence et à la réalité de richesse spécialement dans les habits (étoffes riches et couleurs voyantes), les insignes en matière précieuse : ces insignes doivent être en effet évangéliques.

3) Nous ne posséderons ni immeubles, ni meubles ni comptes en banque, etc., en notre propre nom ; et s'il faut posséder, nous mettrons tout au nom du diocèse, ou des œuvres sociales ou caritatives.

4) Nous confierons, chaque fois qu'il est possible, la gestion financière et matérielle, dans nos diocèses, à un comité de laïcs compétents et conscients de leur rôle apostolique, en vue d'être moins des administrateurs que des pasteurs et apôtres.

5) Nous refusons d'être appelés oralement ou par écrit des noms et des titres signifiant la grandeur et la puissance (Éminence, Excellence, Monseigneur). Nous préférons être appelés du nom évangélique de Père.

6) Nous éviterons dans notre comportement, nos relations sociales, ce qui peut sembler donner des privilèges, des priorités ou même une préférence quelconque aux riches et aux puissants (ex. : banquets offerts

ou acceptés, classes dans les services religieux).

7) Nous éviterons d'encourager ou de flatter la vanité de quiconque en vue de récompenser ou de solliciter les dons, ou pour toute autre raison. Nous inviterons nos fidèles à considérer leurs dons comme une participation normale au culte, à l'apostolat et à l'action sociale.

8) Nous donnerons tout ce qui est nécessaire de notre temps, réflexion, cœur, moyens, etc., au service apostolique et pastoral des personnes et des groupes laborieux et économiquement faibles et sous-développés, sans que cela nuise aux autres personnes et groupes du diocèse. Nous soutiendrons les laïcs, religieux, diacres ou prêtres que le Seigneur appelle à évangéliser les pauvres et les ouvriers en partageant la vie ouvrière et le travail.

9) Conscients des exigences de la justice et de la charité et de leurs rapports mutuels, nous essayerons de transformer les œuvres de « bienfaisance » en œuvres sociales basées sur la charité et la justice qui tiennent compte de tous et de toutes les exigences, comme un humble service des organismes publics compétents.

10) Nous mettrons tout en œuvre pour que les responsables de notre gouvernement et de nos services publics décident et mettent en application les lois, les structures et les institutions sociales nécessaires à la justice, à l'égalité et au

développement harmonisé et total de tout l'homme chez tous les hommes et par là l'avènement d'un autre ordre social, nouveau, digne des fils de l'homme et des fils de Dieu.

11) La collégialité des évêques trouvant sa plus évangélique réalisation dans la prise en charge commune des masses humaines en état de misère physique, culturelle et morale - les 2/3 de l'humanité - nous nous engageons :

- à participer, selon nos moyens, aux investissements urgents des épiscopats des nations pauvres ;

- à acquérir ensemble, au plan des organismes internationaux mais en témoignant de l'Évangile, comme le pape Paul VI à l'ONU, la mise en place de structures économiques et culturelles qui ne fabriquent plus de nations prolétaires dans un monde de plus en plus riche, mais qui permettent aux masses pauvres de sortir de leur misère.

12) Nous nous engageons à partager dans la charité pastorale notre vie avec nos frères dans le Christ, prêtres, religieux et laïcs pour que notre ministère soit un vrai service ; ainsi :

- nous nous efforcerons de « réviser notre vie » avec eux ;

- nous susciterons des collaborateurs pour être davantage des animateurs selon l'Esprit que des chefs selon le monde ;

- nous chercherons à être plus humainement présents, accueillants ;

- nous nous montrerons ouverts à tous, quelle que soit leur religion ;

13) Revenus dans nos diocèses respectifs, nous ferons connaître à nos diocésains notre résolution, les priant de nous aider de leur compréhension, leur concours et leurs prières.

Que Dieu nous aide à être fidèles.

Source : *Informations catholiques internationales*, 1^{er} janvier 1966

«On est en train de manipuler le peuple par la religion, et la religion par le politique»

Entretien

Le 6 février dernier, Chokri Belaïd, responsable du parti de gauche radicale Al Watad, est assassiné par balles devant son domicile, à Tunis. Plus d'un million de Tunisiens descendent dans les rues. L'évènement déclenche une grave crise politique. Pour Basma Khalfaoui, veuve du leader politique, il est temps de s'attaquer - enfin - aux vrais problèmes, économiques et sociaux, du pays. Et d'appeler à une réconciliation nationale.

L'attitude de Basma Khalfaoui a marqué les esprits. Le jour de l'assassinat de son mari, le leader politique Chokri Belaïd, elle traverse la foule, digne et silencieuse, le visage marqué par la douleur, une main levée dessinant le « V » de la victoire. Devant son appartement, dans le quartier El Menzah, quelques fleurs, un drapeau tunisien marquent l'endroit où a été assassiné son mari, dont le corps repose dans le carré des martyrs, au cimetière de Tunis. Avocate et mère de deux enfants, Basma Khalfaoui est devenue en quelques semaines le symbole de cette Tunisie en lutte pour les droits sociaux, la liberté de croyance, les droits de la femme. Si elle accuse Ennahda, le parti islamiste au pouvoir, de ne pas avoir protégé Chokri Belaïd, pourtant menacé, et d'avoir laissé s'installer un climat de violence politique, elle veut apaiser les tensions et appelle à des mobilisations pacifiques.

Beaucoup de Tunisiens semblent décus face à la situation politique, économique et sociale actuelle. Le souffle révolutionnaire est-il en train de retomber ?

Une vague de violence organisée s'installe dans toute la sphère politique. Et elle évolue : nous sommes passés de violences verbales aux violences physiques, et maintenant aux assassinats. La Tunisie souffre de cette violence. Nous vivons aussi un déclin politique très grave. Si nous n'arrivons pas à arrêter cette vague de violence, nous irons vers une situation politique très perturbée. J'ai peur pour la Tunisie. Mais après l'assassinat de Chokri Belaïd, après avoir vécu cette réaction po-

pulaire spontanée, spectaculaire, non organisée, cette réaction de rage contre ce qui se passe, je suis optimiste.

Le gouvernement de la « Troïka »¹ focalise les débats sur des clivages qui ne sont pas les préoccupations premières des Tunisiens, comme les questions religieuses ou sociétales. Est-ce un moyen d'éviter les questions économiques et sociales ?

Tout à fait. C'est ce que Chokri Belaïd n'a pas arrêté de dire : ce gouvernement va instituer la violence, parce qu'il n'a pas de réponses, pas de solutions, et qu'il ne veut pas aborder les problèmes politiques, économiques et sociaux qui émergent. C'est un pouvoir totalitaire, dans la continuité de l'ancien régime : c'est normal qu'il instaure et couvre la violence, car c'est la faillite totale, économique et sociale. Économiquement, le pays s'écroule. C'est une manière de détourner l'opinion publique vers autre chose que ce qui constitue les centres d'intérêts de la population.

Avez-vous le sentiment que la liberté de parole et d'expression régresse en Tunisie actuellement ?

Nous avons peur de cela. Et ce n'est pas tant une question de peur qu'une question d'analyse. Nous sommes quand même plus libres qu'avant la Révolution de janvier 2011. Mais si nous continuons dans ce processus de violence et d'oppression, on va finir par nous priver de liberté de parole, de circulation, de liberté de tout. Si on se laisse faire, la situation sera la même qu'avant le 14 janvier 2011. Si ce n'est pire.

La gauche tunisienne peut-elle se rassembler pour construire une opposition solide face à ce gouvernement ?

Le Front populaire existe déjà, c'est un corps politique en pleine action. Notre projet, c'est un parti plus large, qui rassemble toute la gauche de Tunisie. Pour renforcer le Front populaire, mais sans le détruire. Réunir tous les démocrates pour défendre un projet sociétal progressiste et démocratique.

Qu'est-ce que cela signifie, concrètement ?

Cela veut dire la liberté d'expression. Que la Haute instance des juges soit élue et non pas nommée par le gouvernement. Idem pour la Haute instance des journalistes. La séparation entre l'État et le parti, pour laisser de côté les pratiques de l'ancien régime, et instaurer une vraie révolution, une vraie démocratie. Une Haute instance pour les élections réellement indépendante. Le projet progressiste, c'est créer du travail, résoudre le problème du chômage, de cette richesse qui s'évade, avoir une équité sociale. Et la liberté de la femme, la liberté de croyance. Nous n'avons pas du tout de problème de religion en Tunisie d'habitude !

Comment la question religieuse est-elle devenue un problème ?

Ce problème entre musulmans et non-musulmans a été imposé d'une manière étrange à la société tunisienne. Elle est à 90 % arabo-musulmane. Personne ne le met en doute ! Nous avons des minorités religieuses, que l'on respecte et que l'on aime. Et qui sont des Tunisiens avant

tout, comme nous. Nous avons vécu en Tunisie, depuis des siècles, dans des civilisations successives, de manière très ouverte. Nous n'avons jamais connu ce problème : « *Soit tu es musulman à la wahhabite, soit tu es athée. Et si tu n'es pas musulman, on doit te tuer* ». C'est une réflexion très étrangère aux Tunisiens. C'est un problème qui nous est importé d'ailleurs. C'est justement ce que disait Chokri Belaïd. Il a dévoilé, expliqué, comment on est en train de manipuler tout le peuple par la religion, et de manipuler la religion par le politique.

Est-il possible de construire politiquement avec Ennahda ?

Pour trouver une solution politique, une sortie à cette situation, dans la paix, sans faire couler de sang, sans coup d'État, il faut s'asseoir autour d'une table, y compris avec Ennahda, pour discuter et redistribuer les rôles. Si Ennahda continue de refuser, tout le monde le paiera.

N'est-il pas indispensable de passer par un processus de justice transitionnelle, pour juger les crimes du passé et repartir sur des bases saines ?

La phase de justice transitionnelle est indispensable. Il faut qu'il y ait réellement une justice : que les fautifs soient jugés, par des juridictions spécifiques, et qu'il y ait ensuite discussion pour arriver à se pardonner et dépasser le mal qu'on a vécu.

La réconciliation est-elle possible entre les adversaires politiques, entre les anciens bourreaux et les anciennes victimes ?

Bien sûr. La population tunisienne n'est pas du tout rancunière. Ennahda a aussi subi l'oppression [sous le régime de Ben Ali, ndlr], et peut-être de manière plus visible que les autres partis. Tout le monde, même la gauche et les démocrates, a été touché par ce qu'a subi Ennahda : il y avait une double oppression, à la fois sur les convictions politiques et religieuses. Cela touchait la foi, les croyances de tout le monde.



Photo : Ivan du Roy/Basta !

Ce qui a amené la population tunisienne à oublier les choses graves qu'a pu faire Ennahda², et à lui accorder de nouveau sa confiance. Mais Ennahda n'a pas saisi cette chance. Si le parti saisit l'opportunité d'avoir un débat, un dialogue réel avec tous les autres partis politiques, on pourrait s'en sortir avec le moins de dégâts possibles. Nous pourrions nous pardonner, oublier, dépasser tout cela facilement.

Le gouvernement refuse pour le moment de réaliser un audit de la dette nationale, en partie contractée sous le régime de Ben Ali. A-t-il cédé aux pressions des créanciers de la Tunisie - dont la France - et des institutions financières internationales ?

Ce gouvernement a fait des promesses aux instances financières internationales, qui ne seront pas faciles à remettre en cause. Mais je pense qu'ils sont en train de gagner du temps, pas de céder. Il faut toujours être prudent avec eux. Ce n'est pas une insulte, mais on a vu en pratique que ce n'est pas du tout un gouvernement de parole. C'est un gouvernement qui n'a pas de moralité, qui peut mentir et dire n'importe quoi, prendre des engagements et ne pas les tenir. Depuis un peu plus d'un an, nous avons tout vu. Nous n'avons pas confiance dans ce gouvernement, qui peut changer d'avis en permanence.

Avez-vous des attentes par rapport à la France ?

J'ai été touchée par la grande solidarité des Français [lors de l'assassinat de Chokri Belaïd, ndlr]. Avec les représentants institutionnels, nous avons eu des rapports très humains, qui m'ont beaucoup réconfortée. J'ai vu cette

solidarité dans les manifestations, les actions, les articles de presse. J'aimerais que nos camarades français, tous les démocrates, aident à rendre plus visible ce qui se passe en Tunisie. Sans mentir. Il suffit d'ouvrir réellement les yeux. Certains journaux français refusent d'écrire quand nous parlons d'Ennahda comme d'un pouvoir qui n'est pas démocratique. Je respecte leur position, ils défendent un camp. Mais j'aimerais qu'il y ait un contre-poids. Pas pour mes yeux, ou pour les yeux de Chokri Belaïd ou le sang de Chokri Belaïd, mais pour la Tunisie, la démocratie, pour la vérité. Dire ce qui se passe réellement en Tunisie. Parce que la Tunisie ne mérite pas du tout cela.

Après le drame que vous avez vécu, vous êtes pourtant prête à reprendre le flambeau...

Ce n'est pas que je sois prête ou pas. Je suis en plein chemin. J'avance. C'est un destin choisi. Je continuerai, je ferai ce qu'il faut. Oui, je reprends le flambeau parce que Chokri Belaïd a donné sa vie pour ses valeurs. Il n'avait pas peur. Il allait droit au but, en sachant qu'il serait assassiné. Il était clair dans son choix. Il faut l'honorer, continuer son chemin. Et honorer la Tunisie, parce qu'elle ne mérite pas ça.

Avez-vous peur pour votre vie ?

Non. Car Chokri Belaïd est ce que j'ai de plus cher, et il est parti. Et je suis sûre et certaine, comme lui, que l'on doit payer des factures. Si c'est ma vie, ce sera ma vie.

¹Coalition politique actuellement au pouvoir, rassemblant trois partis : Ennahda (droite religieuse), le Congrès pour la République (CPR, gauche) dont est issu le président Moncef Marzouki, et Ettakatol (social-démocrate).

²Notamment une tentative de coup d'État en 1987 et un attentat imputé au mouvement en 1991.

Propos recueillis par Agnès Rousseaux
Source : <http://www.bastamag.net/article3013.html>

Campagne « Colonisation israélienne illégale, Palestine en danger »

La Plateforme des ONG françaises pour la Palestine lance la campagne « Colonisation israélienne illégale, Palestine en danger ». Quels sont les objectifs, quels sont les outils ? Toutes les explications ci-dessous.

Quels objectifs ?

Les colonies israéliennes installées dans les Territoires palestiniens depuis 1967 sont illégales au regard du droit international. De nombreuses déclarations européennes et françaises répètent le caractère illégal de ces colonies. Pourtant, les colonies bénéficient des relations économiques entre l'Union Européenne et Israël. Il est impossible de savoir si un produit étiqueté « Made in Israel » a été fabriqué ou non dans une colonie.

C'est pourquoi nous appelons, dans un premier temps, le gouvernement français à mettre en place l'étiquetage des produits des colonies. Laurent Fabius, dans une réponse à la question d'un parlementaire, a affirmé que la France « étudie actuellement, en lien avec plusieurs de ses partenaires européens, la possibilité de publier un code de conduite sur l'étiquetage distinctif des produits issus des colonies ». Le chemin est encore long. Le rôle des parlementaires sera crucial pour que s'exerce la pression populaire sur nos dirigeants et que le gouvernement passe à l'acte. Nous vous proposons donc de rentrer en contact avec votre député(e) afin de lui soumettre des questions écrites à poser au gouvernement et/ou de lui faire signer un appel volontairement centré sur l'étiquetage, plus accessible à un(e) élu(e) sans connaissance approfondie de la situation en Israël/Palestine.

Nous concevons néanmoins l'étiquetage comme une première étape, qui permettra au consommateur de faire son choix en connaissance de cause. La Plateforme des ONG françaises pour la Palestine soutient l'interdiction des produits issus des colonies. Nos gouvernements ont, selon le droit international, le devoir de ne pas reconnaître ou contribuer au maintien d'une situation

illégale. Les colonies sont la principale menace contre un État palestinien, la France doit interdire les produits qui y sont fabriqués sur le marché français.

Comment ?

Interpellez votre député(e) et/ou sénateur(trice)

- Les député(e)s ou sénateurs/trices ont la possibilité d'interpeller le gouvernement en lui posant une question écrite ou orale. Plus le nombre de questions sera important, plus le gouvernement sera contraint de se mobiliser. En tant qu'associations, allez à la rencontre de votre élu(e) et soumettez-lui les propositions de questions, incluses dans la brochure d'information ci-après.



- Faites-lui signer l'appel aux parlementaires pour l'étiquetage des produits des colonies israéliennes (cet appel est volontairement centré sur l'étiquetage, qui est plus accessible à un(e) élu(e) qui n'a pas une connaissance approfondie de la situation en Israël/Palestine).

Interpellez le grand public

Informez le grand public, grâce à la brochure d'information, et faites signer, diffusez la pétition pour l'interdiction des produits des colonies, pétition qui est aussi en ligne sur le site de la Plateforme.

Quels outils ?

Rendez-vous sur le site de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine (<http://www.plateforme-palestine.org>) où vous trouverez les documents suivants :

- une brochure d'information destinée à la fois aux élus et au grand public (8 pages) sur les enjeux de la colonisation, des produits des colonies, sur la nécessité d'étiqueter et interdire les produits des colonies, comprenant une carte et des propositions de questions écrites à destination des parlementaires. Cette brochure est téléchargeable et/ou disponible en couleur, 4 volets 3 plis accordéon. Vendue 60 centimes/pièce frais de port compris - attention ! quantité minimum : 20 exemplaires (soit 12€). Si vous souhaitez des exemplaires, utilisez le bon de commande¹ ;
- un appel destiné aux parlementaires, demandant l'étiquetage des produits des colonies ;
- une pétition papier destinée au réseau de solidarité et au grand public demandant l'interdiction des produits des colonies ;
- une pétition électronique destinée au réseau de solidarité et au grand public demandant l'interdiction des produits des colonies ;
- un récapitulatif des député(e)s qui ont posé une question écrite sur les produits des colonies sur le site² ;
- le visuel haute définition de la campagne.

Source :

Plateforme des ONG françaises pour la Palestine

(<http://plateforme-palestine.org/spip.php?rubrique655>)

¹<http://plateforme-palestine.org/spip.php?rubrique130>

²<http://www.palestine-nos-elus.org>

Après l'affaire Cahuzac, agir enfin contre l'évasion fiscale

L'affaire Cahuzac jette une lumière crue sur les politiques de lutte contre l'évasion fiscale menées par les autorités politiques françaises depuis trop d'années. [...]

Cette question de l'évasion fiscale recouvre pourtant des enjeux considérables, tant au plan éthique qu'économique. Nous le disons depuis longtemps, mais cela a été confirmé encore récemment par un excellent rapport sénatorial sur la question, le rapport Bocquet¹, publié en juillet 2012. [...]

Nous proposons cinq mesures-clés qui permettraient aux autorités publiques de rompre clairement avec des années de négligence et de complaisance vis-à-vis de l'évasion et de la fraude fiscales.

En premier lieu, l'État doit **embau-cher sous 12 mois au moins 1000 agents de contrôle fiscal** pour renforcer les 5000 vérificateurs actuellement en poste. À en juger par le rendement de ces derniers, chacune des nouvelles recrues rapportera à l'État 2,3 millions d'euros par an grâce aux redressements fiscaux opérés, soit 40 fois le montant de son traitement.

En même temps, il faut prendre de réelles mesures contre l'évasion en commençant par **l'établissement d'une liste crédible des paradis fiscaux**, en lien avec les associations spécialisées, et en exigeant **la communication de l'identité de tous les ressortissants français détenteurs de comptes à l'étranger**, notamment mais pas seulement dans les paradis fiscaux.

On peut commencer par la Suisse, comme l'ont fait en 2010 les États-Unis auprès d'UBS, avant de généraliser la mesure avec la loi FATCA² qui oblige tous les groupes bancaires opérant aux États-Unis, depuis début 2013, à communiquer sur demande du fisc américain les données concernant ses ressortissants. Ce précédent montre qu'il s'agit d'une simple question de volonté politique, présente aux États-Unis et inexistante jusqu'à aujourd'hui en France et en Europe.

Il conviendra ensuite de **donner 12 mois aux banques opérant en France**

Enfin c'est à l'ensemble des multinationales établies en France qu'il faut **imposer le « reporting par pays »**. Accompagnée du renforcement des moyens de contrôle, cette transparence sur le chiffre d'affaires, les bénéfices et les impôts payés dans chaque pays sera un outil efficace pour mettre à jour les manipulations des prix de transfert entre filiales des multinationales et lutter contre l'évasion fiscale, laquelle permet à Total ou Google de ne payer quasiment aucun impôt sur les bénéfices.

Aujourd'hui, la quasi-totalité de la classe politique semble à l'unisson pour fustiger le comportement d'un homme. Cette indignation, si elle n'est pas feinte, doit être accompagnée de décisions concrètes rapides. Cette classe politique quasi-unanime doit donc prendre des mesures concrètes afin d'éviter que de tels agissements qui mettent à mal les budgets publics et la démocratie puissent se reproduire. À défaut, les indignations d'un jour pourraient apparaître comme une hypocrisie poursuivie.

Stoppez l'évasion fiscale !



Dessin : ATTAC

pour fermer leurs filiales dans ces territoires, sous menace de retrait de la licence bancaire sur le territoire français. Selon l'étude de référence du CCFD-Terre Solidaire, les banques françaises ont 527 filiales dans les paradis fiscaux, dont 360 pour la seule BNP Paribas ! La mesure récemment prise dans le cadre de la réforme bancaire, imposant aux banques la publication de leurs activités par pays, est positive mais encore insuffisante à cet égard, tout comme cette réforme elle-même, symbole de la démission du politique face au lobby bancaire.

Dominique Plihon et Vincent Drezet

Dominique Plihon et Vincent Drezet sont respectivement porte-parole d'Attac et secrétaire général de *Solidaires finances publiques*.

Extrait de la Tribune publiée le 4 avril 2013 dans *lemonde.fr*

¹<http://www.senat.fr/notice-rapport/2011/r11-673-1-notice.html>

²La loi américaine dite FATCA (*Foreign Account Tax Compliance Act*) a été votée le 18 mars 2010.

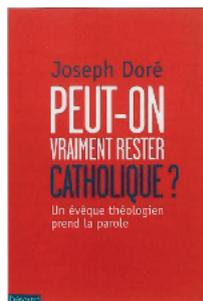
avez-vous lu ?

Joseph Doré

Peut-on vraiment rester catholique ?

Un évêque théologien prend la parole¹

Paris, Bayard, 2012, 208 p., 9€



Théologien renommé et archevêque émérite, Joseph Doré juge sévèrement les erreurs et les abus de la hiérarchie et du clergé. Sans épargner le Vatican, il rappelle haut et fort que l'Église est foncièrement infidèle à sa mission chaque fois qu'elle ne conforme pas ses actes à ses paroles, privilégie ses propres intérêts au détriment des services qu'elle doit rendre à ses fidèles et au monde, s'allie avec les puissants au préjudice des petits, se ridiculise à travers des mises en scène obsolètes, prétend détenir seule la Vérité et les clés du salut, etc.

Destiné aux fidèles taraudés par le délitement du catholicisme, ce petit livre s'arrime à l'essentiel : la primauté de l'amour et la préférence due aux plus démunis, l'ouverture à autrui sans acception d'appartenance religieuse ou profane, l'invitation à rejoindre les hommes là où ils sont et tels qu'ils sont, la nécessité de repenser la foi dans le cadre de la culture contemporaine. L'auteur rappelle que le mal peut toujours être vaincu par « *la puissance de l'amour* », mais que nul ne peut s'approprier la Divinité qui se laisse entrevoir à travers le mystère de l'homme.

Pour éclairantes que soient ces affirmations, elles apparaîtront à beaucoup trop générales, trop éloignées des questions et des combats éthiques, politiques et religieux qui divisent la société et l'Église, et dont dépend notre avenir. Comment, au nom de la foi, s'opposer sur le terrain à la marchandisation du monde et de l'homme, à l'iniquité et

à la multiple violence qui en découle ? Comment sauvegarder la nature et humaniser notre planète ? Comment ramener l'Église vers l'Évangile ? Que partager avec les autres religions et par delà les religions ?

Joseph Doré souligne que c'est « *à cause de Jésus* » qu'il est resté fidèle au catholicisme et heureux dans cette voie. Un beau témoignage assurément, mais une foi difficile à extrapoler car relevant d'un itinéraire ecclésiastique très particulier et qui survalorise implicitement la vie religieuse, le statut sacerdotal et l'autorité de la théologie. Les chemins du savoir ne conduisent pas forcément à la foi, pas même la théologie, et les plus graves difficultés actuelles du catholicisme s'enracinent en amont des questions abordées dans ce livre.

Identifier les fondamentaux du catholicisme à l'évangile n'est possible qu'en réduisant l'histoire à un enchaînement linéaire et univoque qui en escamote les contradictions. Que la puissance sociopolitique ait trop souvent prévalu pour décréter le vrai et le bien ne va pas de soi. Et, encombré par une théologie sacralisante et une anthropologie naturaliste et réifiée, l'Église romaine se trouve aujourd'hui paralysée par le spectre d'un relativisme que le Magistère hypostasie et diabolise. Alors, « *peut-on vraiment rester catholique ?* » Étrange question si la condamnation des errements ne met pas en cause le système qui les produit. Voire même question en trompe-l'œil dès lors qu'est postulée l'acceptabilité sans préalable du patrimoine catholique avec les dogmes, les sacrements, la hiérarchie et les institutions existantes.

Ce manifeste est courageux, mais ne faut-il pas aller plus loin ? Suffit-il de toucher les ouailles encore pratiquantes alors que tant de croyants, et des plus fidèles parfois, se détournent des institutions religieuses « *à cause* » de leur attachement à Jésus et à son message ? Ces chrétiens-là ne devraient-ils pas, avec leurs questions « *vraiment* » trop « *catho-universelles* » pour être seulement « *catholiques romaines* », préoccupés en premier lieu des responsables de l'Église ? L'annonce de l'évangile requiert une audacieuse subversion évangélique, et vaine est l'apologétique qui ne s'attaque pas aux inadéquations qui vicent en profondeur le système religieux. Attaché à la ligne révolutionnaire du Magnificat et de l'oracle d'Isaïe qu'il aime citer², l'évêque théologien Joseph Doré n'a peut-être pas dit son dernier mot...

Jean-Marie Kohler

¹La version intégrale de cette recension est accessible sur www.reseaux-parvis.fr.

²Que direz-vous aux gens qui doutent qu'un archevêque puisse risquer les choix subversifs que recommande l'Évangile ? Je leur dirai d'abord que je me suis moi-même interrogé avant d'accepter la charge d'évêque. (...) Au cœur de tout cela, la subversion évangélique inhérente à ma foi devait revêtir une dimension nouvelle dans ma mission apostolique. Car c'est bien une forte contestation de l'ordre établi qui a été annoncée dans le Magnificat et le texte d'Isaïe lu par Jésus à la synagogue de Nazareth. *Extrait d'une interview accordée par Joseph Doré dans le cadre des Conférences Culture et Christianisme (propos recueillis par J.-M. K. en 2003) – voir texte complet sur www.recherche-plurielle.net (in Archives CCC).*

Gaël Giraud

Illusion financière

Paris, Éditions de l'Atelier, 2012, 172 p., 16€



C'est un livre passionnant, écrit d'un bout à l'autre avec une remarquable clarté. Il commence par répondre à la question « comment sommes-nous arrivés à la crise actuelle ? » par une analyse aussi implacable que convaincante du rôle majeur des marchés financiers. Elle sera utile à tout lecteur qui souhaite comprendre par lui-même le monde de la finance dans sa complexité et sa démesure - et qui découvrira que la crise européenne n'est pas d'abord une crise des finances publiques mais une crise de la finance dérégulée.

Dans la situation actuelle de l'Europe, la grande menace n'est pas la dette publique, mais la déflation vers laquelle nous conduit la récession et dont nul ne sait sortir dès lors que le processus a démarré. Peut-on espérer une relance par la consommation ? À supposer que la politique de l'Union Européenne la permette, ce qui n'est pas le cas avec les traités actuels, la contrainte énergétique la rend impossible, parce que le moteur de la croissance dans le monde est dominé par la consommation d'énergie et

que celle-ci se fait - et se fera - de plus en plus rare. Nous sommes donc condamnés à des taux de croissance faibles, ne reposant que sur l'innovation et les gains de productivité. Il n'y aura donc pas de reprise de la croissance sans changer le modèle actuel qui repose sur la consommation d'énergie. Et l'auteur nous en propose un, qu'il détaille avec un enthousiasme communicatif : la transition écologique et énergétique. Un chantier impressionnant s'ouvre à nous, sur des échelles d'au moins 50 ans, pour assurer la rénovation thermique des bâtiments, le verdissement des processus industriels, remplacer le transport routier par le ferroutage... Tout cela est producteur d'emplois - plusieurs millions à l'échelle de l'Europe - dans des domaines où le savoir-faire existe.

Il reste à trouver le financement : le projet demande un investissement important, avec un taux de rentabilité de l'ordre de 3% par an pendant dix ans. Ni les États lourdement endettés, ni le secteur bancaire européen, en grande partie sinistré, n'en ont les moyens, et les investisseurs privés tels les fonds de pension sont à la recherche de rendements beaucoup plus élevés (typiquement de 15%).

Alors, nous dit Gaël Giraud, il faut se tourner vers la création monétaire, ce que le commun des mortels appelle la « planche à billets », dont le seul nom fait frémir parce qu'il évoque l'inflation. Mais la création monétaire n'est

pas *ipso facto* inflationniste : il faut bien comprendre que les banques la pratiquent quotidiennement, chaque fois qu'elles accordent un crédit. Tant que le banquier accorde des prêts dans les limites où la « part de gâteau » créée par le projet financé augmente à la même vitesse que la masse monétaire mise en circulation, il n'y a pas d'inflation.

L'auteur défend donc l'idée que ce projet, créateur de richesse, soit financé par une Banque centrale européenne placée sous le contrôle du pouvoir politique, donc d'une véritable gouvernance européenne.

Ce livre est publié dans la collection « Pourquoi les chrétiens ne peuvent pas se taire ». L'auteur, qui est à la fois spécialiste de la finance et jésuite, fait entendre une voix chrétienne qui ne se situe pas dans le registre des bons sentiments, mais dans celui de la compétence, ce qui lui permet de dénoncer avec argumentation l'idolâtrie de l'argent et de proposer une alternative qui en fasse un « bien commun ». Dans un monde qui ne croit plus aux utopies, où les marchés financiers échouent dans leur proposition du substitut qu'est la promesse de la prospérité matérielle, la transition écologique pourrait être la grande utopie de l'Europe. Gaël Giraud la considère comme inscrite dans la ligne de la Sagesse, qui permet de rencontrer Dieu dans l'épaisseur de l'histoire et de la culture.

Lucienne Gouguenheim

Antoine Sfeir

L'islam contre l'islam

L'interminable guerre des sunnites et des chiites

Paris, Grasset, 2013, 242 p., 17€

Quelques années après Martine Gozlan, Antoine Sfeir publie un essai sur la guerre interminable des frères ennemis de l'Islam, les chiites et les sunnites.

632 : mort du prophète, sans qu'il ait désigné un successeur.

Les gens de la maison - la famille proche - ont un candidat naturel, Ali, 32 ans, cousin-compagnon aimé de Muhammad et époux de sa fille adorée Fatima qui suivra son père

dans la tombe quelques semaines après. Abu-Bakr, 64 ans, beau-père du défunt, « pape de transition », devient



avez-vous lu ?

dra calife (successeur). Il meurt deux ans après. Ali, toujours sur les rangs, est évincé au profit d'un autre gendre, Omar, lui-même assassiné en 644. Uthman - encore un gendre choisi ; Ali reste une nouvelle fois au bord du chemin.

Uthman à son tour assassiné, Ali devient enfin calife en 656. Très vite, les rivaux l'accusent d'avoir laissé faire ce « régicide ». La grande discorde (« *fitna* se traduit aussi par déchirure) embrase toute la région, elle sera féroce : les *shiat Ali* (« partisans d'Ali », d'où vient le mot chiisme, sans rapport avec schisme) contre le gouverneur de Damas, Muawiya, à l'origine de la dynastie omeyyade, une branche collatérale longtemps hostile au prophète.

En 666, Ali est assassiné par un de ses ex-partisans, un kharidjite (« partant » en arabe), le 3^e courant de l'islam, souvent, regroupant ceux qui avaient refusé le compromis passé avec les ennemis. Encore présents au Mzab algérien, survivants d'une Algérie kharidjite - elle sera, ensuite, chiite avant de devenir définitivement sunnite (école malékite) -, ils forment aussi la quasi-totalité de la population du sultanat d'Oman.

En 680, Hussein, deuxième fils d'Ali, est décapité, son corps piétiné et traîné dans les rues de Kербala (Irak). Début du martyrologue chiite, rappelant la passion du christ, avec la cérémonie des flagellants lors de l'anniversaire de sa mort (Achoura), dont le rituel actuel remonte au XVIII^e siècle.

Compétition meurtrière entre chiites et sunnites (de *sunna*, les dits du prophète rassemblés durant les siècles suivants

et garantis par une chaîne de transmission), qui ne s'arrêtera plus. De nombreux courants chiites naîtront de cette opposition idéologique. Les plus importants, les imamites (Iran, Irak, Liban...), reconnaissent 12 imams descendant d'Ali, d'où leur nom de duodécimains, jusqu'à l'occultation du dernier en 874. Les Ismaéliens (Agha Kahn) en reconnaissent 7, les Zaydites (Yémen) 5, sans oublier les Alévites (Turquie...), les Alaouites (Syrie...), les Druzes pour ne citer que les plus connus.

Ces faits pourraient paraître anecdotiques, mais les divergences, au départ généalogiques, sont devenues théologiques au fil du temps, malgré une révélation quasiment identique. Les intégristes des deux camps ont singulièrement abâtardi un héritage prestigieux qui recoupe de brillantes civilisations, imprégnées par une religion d'une haute spiritualité. Toutefois, la persécution constante des chiites, la République Islamique d'Irak depuis 79, l'invasion américaine de l'Irak leur donnent, aujourd'hui, un surcroît d'influence.

L'Occident, au nom de ses pseudo-intérêts stratégiques, soutient tantôt les uns, tantôt les autres, en mettant de l'huile sur le feu. Jeux dangereux où on voit les États-Unis enfanter Ben Laden avant de le combattre. Face-à-face inquiétant entre l'arc sunnite, intégrant Oman, mené par l'Arabie saoudite, et l'Irak chiite avec ses alliés (Irak, hezbollah libanais et même Hamas gazaoui pourtant sunnite). La diaboli-

sation de l'Iran, la politique du « deux poids, deux mesures » (nucléaire, colonisation israélienne...) ne font qu'amplifier cet affrontement dramatique entre les deux « Vatican » de l'Islam.

L'Europe pourrait-elle jouer un rôle modérateur ? Les États-Unis et l'Union Soviétique ont depuis longtemps évincé la France et l'Angleterre, jadis puissances, sinon protectrices, en tout cas dominatrices de cette région du monde où sont nés les trois grands monothéismes. Pour revenir dans le jeu diplomatique, il faudrait renouer avec des pays bannis tels que l'Irak et ne plus se contenter de bonnes paroles dans le soutien aux Palestiniens. De plus, l'islam ne devrait plus être au mieux ignoré, au pire déformé et désigné comme bouc émissaire de tous les problèmes de nos sociétés repues par un matérialisme exacerbé. On n'en prend guère le chemin, mais le livre d'Antoine Sfeir ouvre quelques pistes qui pourraient être utilement creusées.

La géopolitique de cet Orient est certes compliquée, le massacre des chiites hazâras en Afghanistan en 1992, les interventions russes et occidentales, la boîte de Pandore ouverte par les Américains en Irak, la situation dramatique en Syrie ne laissent qu'une faible marge de manœuvre à l'Europe, d'autant que d'autres pays comme la Turquie tentent de reprendre le leadership. Impuissants et spectateurs, nos pays, insouciant, dansent sur un volcan. Alors que la fête continue...

Michel Roussel

Michel Gigand, Michel Lefort, Jean-Marie Peynard, José Reis, Claude Simon

Remettre à l'endroit ce monde à l'envers

L'espérance d'un monde nouveau

Villeurbanne, Golias, 2013, 160 p., 14€

C'est pour répondre aux questions posées lors de « rencontres » autour de leur premier livre, *La sortie de religion, est-ce une chance ?*, ainsi qu'à celle-ci, plus insidieuse : « Pourquoi

nêtes-vous pas devenus athées ? », que les cinq Prêtres Ouvriers de Caen ont repris la plume. Épris d'une même passion pour le message évangélique, conscients et engagés pour faire réussir l'humanité, bien leur a pris car cet écrit est d'une grande richesse. Facile à lire, il est très clair sur

le message libérateur de Jésus, la vie des premiers chrétiens dans les épîtres de Paul, le Royaume, l'apocalypse, le rapport religion/Évangile, l'humanisme dans la classe ouvrière, les collectifs existants, les pratiques culturelles en sortie de religion et l'espérance d'un monde nouveau. Les témoignages de chacun des cinq auteurs sur leur choix de vie sont touchants dans leur recherche

avez-vous lu ?



tué des apôtres pour les peuples, non des prêtres pour le Temple » !

Une définition de mots est très importante pour que tous leurs amis athées, agnostiques, autrement croyants, mais aussi chrétiens s'en imprègnent avec leur signification particulière comme le « collectif Jésus », le « collectif des apôtres », la « sortie de religion », le « prêtre »... qui doit s'engager pour la réussite de l'humanité, etc.

d'authenticité. On partage leur enthousiasme et on adhère à leurs réactions profondément humaines. Même quand il s'agit des clercs et des laïcs : « *Le Christ a institué*

Christ a institué des prêtres pour le Temple » !

Tout un chapitre sur ce Royaume, message central de prédication de Jésus qui a choisi le parti des pauvres. C'est par la « façon de faire » de Jésus, telle qu'elle est rapportée par les évangélistes, qu'on découvre ce qu'est vraiment le royaume de Dieu. Traduit par « monde autre en devenir », et parce que le bonheur des humains compte par-dessus-tout, il est destiné à tous les hommes et oblige à des changements d'attitudes pour le construire dès maintenant. « *C'est donc au monde qui m'est contemporain que je dois m'intéresser et participer* » (Albert Jacquard).

Un passage très éclairé est consacré à la crise actuelle, la dette des États, les dégâts de la précarisation, les conditions de travail et de vie pénible, la société de plus en plus inégalitaire et l'accusée évidente : la dépense publique ! Les politiques libérales conduisent à une impasse économique et sociale ; mais que devient l'homme là-dedans ?

Les auteurs nous appellent à créer des petits collectifs de témoins du message évangélique, à participer à des communautés où chacun a un rôle défini mais sans hiérarchie, ou à des collectifs pour la Paix, le logement pour tous, les sans-papiers, organisations qui veulent faire réussir l'humanité.

Le tout émaillé de nombreux commentaires, textes bibliques (paraboles commentées par Gérard Bessière), des références de théologiens et autres : José Arregi, Leonardo Boff, Dietrich Bonhoeffer, Christian Duquoc, Francis Dumortier, Marcel Gauchet, Ety Hillesum, Jean-Marie Kohler, René Luneau, Joseph Moingt...

C'est un livre vivifiant qui nous pousse à l'action, à l'engagement citoyen dans un collectif, à l'écoute de l'autre, à la relecture de l'Évangile toujours et toujours.

Françoise Gaudeul

Et nous avons reçu

- **Écrire l'histoire du christianisme contemporain** autour de l'œuvre d'Etienne Fouilloux
Paris, Éditions Karthala, 2013
- **En vérité, si Jésus n'était pas Dieu ?**
Guy Meyer
Lyon, Éditions Baudelaire, 2012
- **J'ai quitté l'Église... Que**

reste-t-il de ma foi ?

- Jean Aubin
Saint-Thurial, Éditions Planète Bleue, 2013
- **Journal d'un recommencement**
Sophie Divry
Paris, Éditions Noir sur Blanc, 2013
 - **L'étonnement de croire**
Albert Rouet
Paris, Éditions de l'Atelier, 2013
 - **La pensée sociale de l'Église**

racontée à ceux qui n'en savent rien

- Christian Pian
Paris, Éditions de l'Atelier, 2013
- **La nouvelle évangélisation racontée à ceux qui s'interrogent**
Jean-Pierre Roche
Paris, Éditions de l'Atelier, 2013
 - **Une Église de la rencontre**
Agathe Brosset
Paris, Éditions de l'Atelier, 2013



PARVIS

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnez-vous, abonnez vos amis-e-s

- | | | | |
|--------------------------|--|-----------------|---------------------|
| <input type="checkbox"/> | Petit budget (4 trimestriels) : | 15 € | Nom : _____ |
| <input type="checkbox"/> | Standard (4 trimestriels) : | 20 € | Prénom : _____ |
| <input type="checkbox"/> | Intégral (4 trimestriels + 2 hors série) : | 28 € | Adresse : _____ |
| <input type="checkbox"/> | Soutien (trim. + h.s.) : | au-delà de 28 € | Code postal : _____ |
| <input type="checkbox"/> | PARRAINAGE (15€) de la part de : | | Ville : _____ |

J'appartiens à une association du Parvis : Non Oui Laquelle : _____

Règlement à l'ordre de TEMPS PRÉSENT-PARVIS, 68 rue de Babylone, 75007 PARIS

Banque de Neufilize OBC - IBAN FR76 3078 8001 0010 0067 1910 196 - BIC NSMBFRPPXXX

Vous déménagez, vous vous abonnez par virement : [communiquez-nous vos coordonnées !](#)

Je souhaite que la revue soit, dans les articles des différents réseaux, moins revendicative et plus constructive. Je voudrais savoir comment l'Évangile est vécu concrètement par les différentes associations.

C. et F. Teyssot

Pour la presse que vous représentez, il y a un risque de vieillissement malgré des articles très intéressants. On ne peut plus penser au XXI^e siècle comme au XX^e siècle. Les brûlots prophétiques comme « le temps est venu » sont un peu flous pour accrocher les jeunes avec qui il y a rupture d'idées et de générations. Les luttes critiques, les théologiens qui ont cru à la force révolutionnaire du Che Guevara n'ont rien à voir avec les révolutions arabes, islamiques ou la guerre au Mali. J'avais beaucoup apprécié vos articles internationaux sur les JMJ en Espagne voire les réflexions du texte inédit de José Arregi.

J. Delorme

Bravo pour le dernier Parvis qui s'attaque enfin à la prière. Mon souhait, c'est d'aller plus loin « pour prier », il faut pouvoir contempler, s'émerveiller. La science, la beauté, l'art sont des approches du Divin, la lecture ne vient qu'après. La trinité et Dieu, l'incarnation, la rédemption, l'unité de l'humanité, prennent une autre dimension. Nous sortons du merveilleux enfantin pour entrer dans le merveilleux des adultes. J'aime Theillard de Chardin, le premier qui a souligné l'importance de la matière « *ceci est mon corps* ». C'est par cette matière que se construit l'unité.

N. Ragonneau

La revue apporte un souffle qui nous aide à nous maintenir au milieu de ce monde si divers et attachant. Nous ne sommes plus tout jeunes mais nous voyons bien que de tous

bords ça craque, que nous sommes à une charnière et que quelque chose de nouveau va éclore. À notre petit niveau, nous vivons notre foi, ouverts à chacun quel qu'il soit, partageant au besoin joies et peines, en paix avec nous-mêmes.

Mme Guittard

J'apprécie beaucoup la revue, son ouverture d'esprit, son dynamisme et son regard courageux sur les réformes nécessaires, adaptées au monde actuel. Je me réabonne avec plaisir.

Roger Quille

Chrétienne pratiquante, il est douloureux pour moi de dire *non* aux paroissiens et paroissiennes qui militent avec défilés, pétitions, etc. contre le mariage pour tous. Ils sont tellement éloignés des chrétiens touchés par l'homosexualité. Heureusement qu'il y a la paroisse Saint Merri où les réflexions sont positives.

Denise Huet

Étrangère à moi-même durant 46 ans. On peut vivre sa foi et être homosexuelle.

Je n'ai pas choisi d'être homosexuelle. Ai-je choisi d'être chrétienne ? Je ne sais pas. Aimer Dieu et aimer les autres étaient mes valeurs suprêmes.

Toute mon éducation par rapport à la sexualité n'avait qu'un seul discours : « *La sexualité est un péché, sauf dans le mariage* ». « *L'homosexualité est une abomination hors du plan d'amour de Dieu* » !

Je prenais ma non-attirance envers les garçons pour un rejet de la sexualité en général.

Mes lettres d'amour, mes élans amoureux ; c'était toujours pour mes amies. Cela était inexplicable et irrationnel et je ne comprenais pas qu'il s'agissait d'un état homosexuel qui, latent, ne vivait que par soubresauts à la fois heureux et dramatiques.

Je me suis alors lancée dans une période de dix ans de soins à domicile, m'épuisant au service des malades, ne comptant ni ma santé ni mon temps. J'étais épuisée, insomniaque ; inexistante.

J'étais si seule, si mal que je me suis mariée. Le mariage, seul chemin permis par l'Église pour vivre à deux. Ceci, par désespoir, par solitude, par défaut, par erreur, j'ai vécu une désolation. Ce fut un mariage contre nature ; contre ma nature.

Après cinq ans de fidélité et de souffrance, c'est une femme qui m'a libérée. Ce fut aussi libérateur pour mon mari. Ma libération fut physiquement spectaculaire (j'ai perdu 25 kilos, mes cheveux ont repoussé).

J'ai enfin fait le lien entre l'amour intouchable pour les femmes que j'avais aimées et un amour véritable et réalisable de deux femmes qui s'aiment !

C'était donc cela ma vérité.

C'est en rencontrant d'autres femmes homosexuelles catholiques que j'ai pu libérer mon âme de ses dernières culpabilités. « *Sois toi-même* ». J'ai enfin associé ma foi chrétienne et mon homosexualité. La sexualité vécue dans l'amour et l'attention à l'autre, le respect de sa place est une fécondité. L'homosexualité n'est pas un péché.

Je n'ai plus de colère mais je suis mal à l'aise dans mon Église ; et nous n'avons pas à choisir entre aimer un être humain ou aimer Dieu. Trop se sont suicidés à cause de ce dilemme cruel. Jamais je n'oublierai ce père, à l'enterrement de son fils, dire devant toute l'assemblée : « *Je te renie, mon fils jusqu'ici* ».

Aujourd'hui, cette part de mon identité m'ouvre à ma dignité et mon unicité. Mon évolution psycho-spirituelle, associée à la vie à deux, a remplacé la blessure par le bonheur.

Merci amis et amies de Parvis d'exister.

Sophie Wery



Photo Claude Naud

ils se réunissent pour former la Fédération Réseaux du Parvis

68 rue de Babylone, 75007 Paris
01 45 51 57 13, fax 01 45 51 40 31
temps.present@orange.fr
www.reseaux-parvis.fr

Amis du 68 rue de Babylone
01 45 51 57 13

**Assemblée fraternelle
des chrétiens unitariens (AFCU)**
05 40 32 56 12

Association culturelle de Boquen
02 99 51 87 76

**Association culturelle Marcel Légaut
(ACML)**
01 60 68 91 49

**Association Nationale des
Correspondants des Communautés
Chrétiennes de Base (ANCCCB)**
02 40 25 78 16

Chrétiens Aujourd'hui Orléans
02 38 54 13 58

Chrétiens de l'Ain en recherche (CAR)
04 74 77 01 23

**Chrétiens en recherche Loir-et-Cher
(CER 41)**
02 54 44 23 05

**Chrétiens et libres en Morbihan
(CELEM)**
02 97 57 77 65

Chrétiens et Sida
01 46 07 89 81

**Chrétiens ici maintenant ensemble
(CIME)**
04 67 65 36 47

**Chrétiens pour une Église dégagée
de l'école confessionnelle (CEDEC)**
02 47 46 15 76

**Chrétiens sans frontières Gironde
(CSF 33)**
05 57 26 84 25

**Chrétiens sans frontières Orne
(CSF 61)**
02 33 28 71 73

**Chrétiens sans frontières Val-d'Oise
(CSF 95)**
01 39 91 27 09

Coordination des groupes Jonas Alsace
06 70 38 23 52

Croyants en liberté Moselle (CEL 57)
03 87 98 04 62

**Croyants en liberté Saint-Etienne
(CEL 42)**
04 77 21 74 56

Croyants en liberté Yvelines (CELY)
01 39 50 65 70

David et Jonathan
01 43 42 09 49

**Équipe de chrétiens en classe ouvrière
du secteur de Caen (ECCO)**
02 31 20 26 70

Équipe nationale Jonas
02 32 29 83 16

Espérance 54
03 83 72 82 58

Évangile et Modernité 49
09 82 24 74 38

Évangile sans frontières 14
02 31 83 26 30

Evreux 13 Marseille
04 91 93 27 01

Expérience et théologie
info@experience-theologie.ch

**Femmes et Hommes, Égalité, Droits et
Libertés dans les Églises et la Société
(FHEDLES)**
contact@fhedles.fr

Fraternité Agapè Chambéry
04 56 29 02 88

Humanistes croyants
06 87 01 26 29

Jeunesse Étudiante Chrétienne (JEC)
01 43 31 36 39

Jonas-Vosges
03 29 65 12 79

Nous Sommes Aussi l'Église (NSAE)
03 86 98 08 22

Partage Recherche Évangile (groupe)
04 78 57 29 23

Partenia 07 (Ardèche)
04 75 36 72 17

Partenia 77 (Seine-et-Marne)
01 64 35 44 83

Partenia 2000
01 46 71 02 06

Plein Jour
04 90 68 02 30

Point 1-Rouen (communauté)
02 35 33 52 44

Prêtres Mariés-Chemins nouveaux
01 43 02 67 34

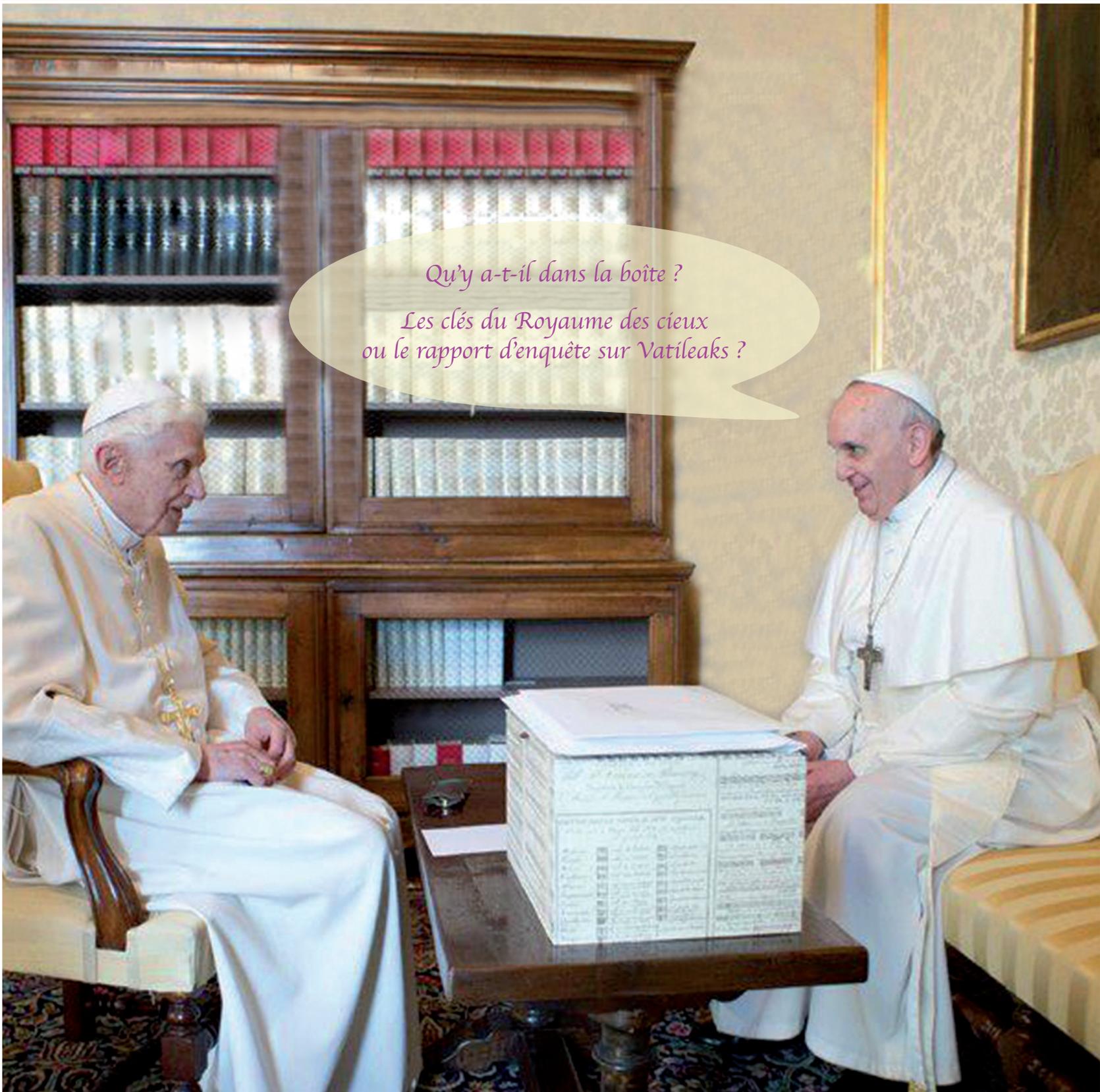
Rencontres de la Boivre
05 49 53 36 25

**Solidarité Église Liberté Vendée
(SEL 85)**
02 51 21 09 37

Cruciale énigme

Qu'y a-t-il dans la boîte ?

*Les clés du Royaume des cieux
ou le rapport d'enquête sur Vatileaks ?*



Source : <http://www.catholicmemes.com/pope/papal-passwords/>